

Le gouvernement a-t-il perdu le contrôle de la SQ?



MICHELLE QUIMET

Le ministre de la Sécurité publique, Claude Ryan, s'attaque à un gros morceau. Il devra affirmer son autorité sur la Sûreté du Québec et redonner à ce corps policier une crédibilité passablement écorchée après les nombreuses bavures de cet été.

La police au Québec est puissante. Trop, ont même rétorqué plusieurs ex-ministres et sous-ministres responsables de la SQ que *La Presse* a rencontrés.

«Le pouvoir politique ne s'occupe pas de la police au Québec et c'est ça le problème, affirme Pierre-Marc Johnson, ex-ministre de la Justice et ancien premier ministre. Il y a des ministres qui ont peur de parler à la police. Ils sont épiés, surveillés par elle et ils ont intérêt à ne pas avoir de cadavre dans leurs placards.»

«La police a un pouvoir énorme. C'est un État dans un État», a confié de son côté un ex-ministre responsable de la police provinciale et qui préfère ne pas être identifié.

Des précédents

Le 11 juillet, la Sûreté du Québec effectuait un raid spectaculaire à Oka qui a provoqué la mort d'un homme, le caporal Marcel Lemay. Le gouvernement a-t-il été averti? Il semble que non si l'on en croit les déclarations du ministre Ryan cette semaine à l'Assemblée nationale.

Cette intervention n'est pas un geste isolé. Déjà, dans le passé, la Sûreté a mis dans l'embarras plus d'un ministre. Le 9 juin 1987, par exemple, une cinquantaine de policiers de la Sûreté du Québec perquisitionnent les locaux de la CSN. Cette opération policière s'effectue dans un climat survolté. Peu de temps auparavant, soit le 23 mai, une bombe avait explosé au motel Universel à Chicoutimi, propriété de l'homme d'affaires controversé Raymond Malenfant, et la SQ croit que des permanents de la CSN sont à l'origine de cette affaire.

Jamais le solliciteur général de l'époque, Gérard Latulipe, n'a été mis au courant de cette perquisition dans les locaux de la centrale syndicale.

À la même époque, Gérard Latulipe annonce sa démission. Il est impliqué dans une histoire de conflit d'intérêts qui, finalement, ne sera jamais prouvée. Des rumeurs ont laissé entendre que cette affaire était une vengeance de la SQ, qui aurait ainsi réussi à avoir la tête d'un ministre détesté. Trois semaines auparavant, M. Latulipe avait déposé un projet de loi qui voulait réformer en profondeur l'organisation de la police au Québec, réforme peu prise par l'état-major de la SQ.

«Ce n'est pas la SQ qui a eu la tête de Gérard Latulipe, affirme l'ancien chef de cabinet de Robert Bourassa, Mario Bertrand. C'est complètement faux et farfelu. Cette histoire s'est réglée dans mon bureau. Il existe une mythologie autour du pouvoir occulte de la police.»

Mythologie?

Pour la plupart des anciens ministres et sous-ministres responsables de la police que *La Presse* a interrogés, le pouvoir et l'indépendance de la police sont bien réels.

«C'est très compliqué de s'occuper de la police, explique Pierre-Marc Johnson. Dans les démocraties, c'est le pouvoir civil qui surveille ceux qui surveillent. N'oubliez jamais que le gouvernement est à Québec et le quartier général de la police à Montréal. L'information circule plus difficilement à cause de cet éloignement.»

«Cette méfiance de la police vis-à-vis les autorités civiles fait partie d'une culture policière malsaine, explique un ex-sous-ministre. La SQ pense que le gouvernement ne doit pas se mêler de la police parce qu'il ne comprend rien au travail des policiers. Mais on n'a pas besoin d'avoir mal aux dents pour faire un bon dentiste. L'état-major de la Sûreté croit que le pouvoir du ministre doit être très limité.»

«S'occuper de la police, c'est un travail à temps plein, poursuit-il. M. Ryan est responsable non seulement de la Sécurité publique mais également des Af-

aires municipales et de l'application de la Charte de la langue française. C'est énorme et dangereux. Il est important d'indiquer clairement la ligne d'autorité que le ministre entend exercer vis-à-vis de la police. Avec Sam Elkas, il y avait un vacuum.»

«À l'époque de Maurice Duplessis, la police était le bras partisan du gouvernement, rappelle un ancien ministre. Avec l'arrivée de Jean Lesage et surtout avec la loi de la police en 1968, on a consacré l'indépendance de la police. Mais on est passé d'un extrême à l'autre. La police est tellement indépendante qu'elle prend ses décisions seule. Il n'y a plus d'autorité ministérielle qui puisse la contrôler.»

«Pendant des années, la police a fait cavalier seul et n'a pas été suffisamment contrôlée par le gouvernement. La seule façon pour un ministre de rester en selle, conclut-il, c'est de ne rien faire.»

Où tracer la ligne?

La loi de la police de 1968 spécifie que la Sûreté du Québec est «sous l'autorité» du ministre de la Sécurité publique. Mais où doit-on tracer la délicate ligne qui consacre l'indépendance policière tout en assurant un contrôle adéquat de l'État sur la police? Jusqu'où peut et doit aller cette autorité? La SQ abuse-t-elle de son indépendance en intervenant dans des dossiers délicats qui ont des répercussions politiques importantes sans en aviser le ministre responsable?

Selon Me Jean Ouellette, professeur de droit à l'Université de Montréal, cette expression «sous l'autorité» est très difficile à interpréter. «Un ministre peut donner des directives générales à la police, par exemple, pour l'achat de pistolets chez tel fournisseur mais peut-il donner des directives opérationnelles? C'est une question d'interprétation. Il n'y a pas de jurisprudence et, dans l'état actuel du droit, c'est l'incertitude.»

Selon Ronald Poupert, ex-attaché de presse du premier ministre Robert Bourassa, la SQ fait une lecture très legaliste de la loi. «C'est un corps indépendant qui entretient des liens uniquement administratifs avec le gouvernement. Oka en est une démonstration. La SQ fait ses choses isolément, sans en parler.»

Une police vieillotte, hermétique...

Cet été, la Sûreté du Québec a vécu la pire crise de son histoire dans la confusion et le désarroi.

«On a fait un film, Les Ordres, sur les événements d'octobre 1970. Si on en faisait un sur le comportement de la Sûreté cet été, il faudrait appeler ça Le Désordre», affirme un ex-officier supérieur de la SQ.

La Sûreté du Québec a accumulé bavure sur bavure au cours de ce long été amérindien: l'assaut raté du 11 juillet, la répression brutale des manifestants de Châteauguay sur le pont Saint-Louis-de-Gonzague et l'inertie des policiers lorsque des Blancs ont lancé des roches aux Indiens évacués de la réserve de Kahnawake.

«A cette liste, il faut ajouter le communiqué émis par la Sûreté qui blâmait le travail des médias, plus particulièrement celui de la presse anglophone, à cause du lac Meech, et les deux policiers provinciaux qui se seraient déguisés en journalistes en portant des cartes de presse dans leur cou pour ne pas se faire reconnaître par les Mohawks.

Pourquoi tous ces dérapages? «Il y avait une confusion sur le terrain dans les ordres et les contre-ordres provenant de l'état-major de la Sûreté et du gouvernement, répond le président de l'Association des policiers provinciaux du Québec, Jocelyn Turcotte. Lorsque les

Blancs ont lancé des roches aux Indiens évacués, les policiers n'étaient pas suffisamment nombreux. Ils ont improvisé. Mais à partir du moment où le gouvernement improvise, ça se répète à la base.»

«L'incident des roches? Les policiers en ont 23 pieds par-dessus la tête de ne pas avoir de direction, explique cet ex-officier supérieur de la SQ. S'ils n'ont pas réagi, c'est parce qu'ils n'avaient pas de direction. Personne ne se sentait en autorité pour donner des ordres et c'était le désarroi chez les policiers. Encore une fois, vous avez le désordre.»

Formation

Selon cet ex-officier, le problème, c'est le manque de formation. La SQ consacre moins de un p. cent de son budget total à la formation.

«Cet été, les policiers n'étaient pas suffisamment encadrés, dirigés et structurés. Si tu ne leur donnes pas une formation adéquate, ça donne de l'improvisation et de l'amateurisme et c'est ce qui est arrivé cet été.»

Le vieillissement des cadres est important aussi. Selon le dernier rapport annuel de la Sûreté, les membres de l'état-major et les inspecteurs-chefs ont en moyenne 26 ans d'ancienneté. «Il y a de vieilles habitudes qui se prennent, explique le criminologue Jean-Paul Brodeur,

membre du comité d'examen des plaintes de la SQ. Ils font un peu bande à part. Lorsqu'il y a une conférence pan-canadienne des corps policiers, par exemple, la SQ n'est pas souvent là.»

«La SQ a tendance à innover dans les apparences, poursuit Jean-Paul Brodeur. Nouvelle couleur pour les autos-patrouille, uniformes neufs, bref, une belle vitrine mais on laisse de côté l'essentiel, c'est-à-dire l'amélioration des méthodes policières.»

«À la Sûreté, les gars marchent sur l'impulsion et utilisent de vieilles méthodes, confirme un haut gradé de la police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM). On constate le même phénomène avec les médias. Pour la SQ, les médias sont un problème. C'est une vieille mentalité. Regardez la différence énorme entre l'armée et la SQ!»

«La SQ est un corps un peu aigri qui a tendance à se retrécir et à se fermer sur lui-même, croit Jean-Paul Brodeur. On sent une certaine crispation. Il existe d'ailleurs une petite tradition vindicative. Ils partent en guerre que ce soit contre la CSN, les Hell's Angels ou encore les Warriors.»

«La SQ possède une culture para-militaire, ajoute un ex-sous-ministre. C'est très fermé, hermétique. On commence à la base et on gravit les échelons.

Ce manque d'oxygène et de perspective.»

Les coûts

Le budget de la Sûreté du Québec est d'environ un demi milliard de dollars (471 millions \$). Quatre-vingt-deux p. cent de cette somme sont consacrés aux salaires et au régime de retraite des policiers.

La convention collective est tricotée sur une semaine de quatre jours et fonds de pension indexé. Le militantisme du syndicat est d'ailleurs bien connu. Pierre-Marc Johnson en a fait les frais lors de la grève des policiers en 1985, le moment le plus difficile de sa carrière de ministre de la Justice, précise-t-il.

Et pourtant, les policiers vivent un sérieux problème de démotivation qui sera certainement aggravé par le cafoillage de cet été. «Avant d'entrer à l'Institut de police de Nicolet, explique Pierre-Marc Johnson, les policiers croient que leur travail sera glamour et ils se retrouvent réduits à coller des contraventions.»

«La SQ, c'est une police de campagne, affirme de son côté un ancien policier qui donne des cours de formation. Les agents de la Sûreté ne travaillent pas dans les grandes villes qui possèdent leur propre corps policier, et c'est là qu'on retrouve le plus haut taux de criminalité.»

... et frustrée

La frustration est énorme chez les policiers de la Sûreté du Québec qui ont travaillé à Oka cet été.

«Les médias, le gouvernement, la population blanche, les Warriors, l'état-major de la SQ, tout y passe.»

«Lorsque les gens de Châteauguay nous ont lancé des roches, quelques jours après l'incident du pont Saint-Louis-de-Gonzague, on ne pouvait pas répliquer. Si on avait réagi, la presse nous aurait reproché d'être des violents et en ne faisant rien, on nous traitait de tatas. Peu importe notre réaction, les journalistes nous critiquaient.»

Deux policiers de la Sûreté, qui préfèrent ne pas être identifiés, ont accepté de rencontrer *La Presse*. Impliqués depuis le 11 juillet dans la crise amérindienne, ils se sont vidés le cœur.

«Les journalistes étaient les porte-parole des Warriors. Tout était publié directement, sans vérification. Les médias disaient que les Indiens avaient peur d'être torturés par les policiers. C'était jouer leur jeu et nous discréditer auprès de la population.»

«S'il doit y avoir une enquête sur la SQ, il devrait également y en avoir une sur le travail des médias.»

«L'inertie du gouvernement a également soulevé la colère des membres de la SQ. «Les gars étaient très frustrés. On voulait que ça se règle, on voulait inter-

venir mais on ne recevait pas d'ordre dans ce sens-là.»

«Un policier se fait tirer et on n'en parle plus. On ne peut même pas intervenir et arrêter les responsables. On nous dit d'attendre. Mais on attend quoi? Que le gouvernement négocie? C'est tellement politique!»

«Pendant tout ce temps, il n'est question que des Indiens et de leurs revendications. C'est frustrant en cabinet!»

Le directeur général de la SQ, Robert Lavigne, a donné une seule conférence de presse cet été. C'était pour s'excuser du matraquage excessif de ses agents sur le pont Saint-Louis-de-Gonzague. Cet épisode a profondément ulcéré les policiers. Le manque de transparence de la Sûreté aussi les agace.

«Les affaires publiques de la SQ, ça fait dur! Il y a vraiment un manque. On est dix milles en arrière de l'armée. On avait l'air de tatas comparés à eux.»

Le président de l'Association des policiers provinciaux du Québec, Jocelyn Turcotte, confirme. «Le moral des troupes a été énormément affecté par les excuses publiques du directeur. Les agents ont eu l'impression que l'état-major les lâchait. Notre système de communication avec les médias est à revoir complètement. Nos membres auraient aimé que la SQ soit plus présente, comme l'armée.»

L'administration Doré: une satisfaction artificielle

Que l'on soit de l'Abitibi ou de la Gaspésie, de la Côte nord ou du Saguenay, de la Mauricie ou des Cantons de l'Est, l'élection du maire de Montréal suscite habituellement un intérêt général parce qu'elle est de portée provinciale, le premier magistrat de la métropole étant perçu comme le deuxième plus important personnage politique au Québec, après le premier ministre.



Mais il n'y aura pas de véritable scrutin, à Montréal, le 4 novembre prochain. Pour plusieurs raisons.

1) Il n'y a pas d'enjeux apparents qui obligent à faire un choix entre les partis politiques en présence. Avec des mots différents et quelques options divergentes, tous les partis promettent de mieux gérer la ville et de

faire de Montréal un pôle d'attraction provincial, national et international.

2) L'administration actuelle du maire Jean Doré n'est pas aimée et applaudie mais elle n'est pas non plus détestée de la majorité. Elle n'a pas à son crédit de grandes réalisations au cours de son premier mandat mais elle n'a pas commis non plus d'erreurs irréparables. Les électeurs sont prêts à lui confier un second mandat, ce qui est régulier au palier municipal.

3) Aucun des autres candidats à la mairie, les Alain André, Michel Bédard, Michel Dugré, Nicole Gagnon-Larocque, Pierre-

Yves Mélançon, Patricia Métivier et Abraham Weizfeld, et aucune des autres formations politiques comme le Parti Municipal de Montréal (PMM), le Parti civique de Montréal (PCM) ou la Coalition démocratique de Montréal (CDM) n'ont la crédibilité et la réputation voulues pour renverser le maire Doré et son équipe du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal.

4) Le degré de satisfaction (75 p. cent) à l'endroit de l'administration municipale actuelle et le degré d'indifférence (73 p. cent des Montréalais ne connaissent même pas leur conseiller municipal et 50 p. 100 ne sont pas en mesure de donner le nom d'un seul parti municipal) sont tels qu'il y a même un danger pour la démocratie si moins d'un électeur sur deux ne se rendent voter, dimanche, le 4 novembre.

A moins que ne survienne d'ici deux semaines une autre inondation du style 14 juillet qui nuirait considérablement au maire actuel et à son équipe, le maire Doré devrait être réélu avec une très forte majorité, si on se fie aux résultats du sondage CROP publié aujourd'hui, en première page.

C'est un peu malheureux qu'il en soit ainsi. L'administration Doré, déjà fière et orgueilleuse, pourrait se vautrer d'un trop grand succès, même si celui-ci n'était dû qu'à l'absence de véritables adversaires. Ne le cachons pas: l'équipe Doré-Fainstat est forte de la faiblesse des autres.

Il reste peut-être une demi-énigme: la bataille électorale dans les 50 districts pour élire un(e) conseiller(e). C'est dans les quartiers que le mécontentement localisé se fait davantage sentir. Ce sont les problèmes liés à l'entretien des rues et trottoirs, à la circulation automobile, à la pollution, à la sécurité publique, au crime, à la violence qui préoccupent le plus les Montréalais. S'il devait y avoir un mini-vote de protestation, c'est à ce niveau qu'il s'exprimerait.

Compte tenu de sa victoire quasi assurée, le RCM doit déjà se compromettre pour son second mandat. Si le premier terme a été consacré à dépoussiérer et à refaire l'administration municipale, ses structures, son fonctionnarisme, le second doit être axé sur le développement économique et l'amélioration de la cité. Moins de paroles, plus d'actions, comme le réclament à juste titre les slogans des partis d'opposition.

La métropole du Québec a perdu des plumes ces dernières années. La population diminue, les emplois diminuent, les industries diminuent, le prestige de Montréal diminue, l'influence historique du maire sur les autorités politiques québécoises et canadiennes diminue.

Le maire Doré a tout un contrat entre les mains: les maigres résultats et les excuses du premier mandat ne seront plus valides à compter du 5 novembre.

Claude MASSON

La commission Bourassa

Si l'on s'entête à vouloir noyauter la commission Bélanger-Campeau, Robert Bourassa pourra peut-être bientôt y nommer qui bon lui semble.

Il n'aura qu'à remplacer par quelques-uns de ses fidèles les commissaires que ses manoeuvres partisans auront dégoûtés au point de remettre leur démission. Mais les Québécois, eux, devront chercher un autre forum pour réfléchir à leur avenir. Parce que la commission, entre temps, aura perdu sa crédibilité.

Il s'agit d'un scénario fort vraisemblable. Du moins compte tenu de l'impatience déjà exprimée par plusieurs de ses membres devant les détestables tours de passe-passe du premier ministre.

Ce dernier paraît en effet prêt à tout pour infléchir à son avantage la composition de cette assemblée. Quitte à violer sans vergogne une entente formelle conclue avec l'opposition pour la désignation des commissaires. Et à s'engager dans une assez méprisable tentative de maquignonage, jeudi à l'Assemblée nationale, pour fausser à nouveau les règles du jeu.

Apparemment, M. Bourassa n'est pas satisfait d'avoir écarté le président de la Chambre de Commerce du Québec au profit d'un obscur homme d'affaires de l'Outaouais. Un geste, incidemment, que l'opposition s'est contentée de dénoncer sans faire d'esclandre. Il voudrait maintenant neutraliser l'incontournable président de l'Union des artistes en créant un poste additionnel qui serait évidemment attribué à un de ses hommes de confiance.

Cette fois la manoeuvre est tellement grosse, et le mépris envers la commission si évident, qu'on peut comprendre ses membres de s'interroger sur la sorte de galère dans laquelle on les a embarqués. On les avait conviés à la recherche non partisane d'un consensus sur l'avenir du Québec; ils se sentent aujourd'hui étiquetés et soigneusement comptabilisés comme des députés d'arrière-ban n'ayant d'autre utilité que de faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre.

Les Québécois, eux, croyaient que le chef de leur gouvernement leur offrait une tribune pour débattre de leur avenir. Ils découvrent avec consternation que le premier ministre libéral veut la transformer en arène partisane et pose des conditions inacceptables à la nomination de l'unique porte-parole du monde culturel parmi trente-cinq commissaires réifiant théoriquement le Québec d'aujourd'hui.

Déjà sans représentant des femmes, des autochtones et des minorités culturelles, la commission conviendrait sans doute mieux à M. Bourassa s'il parvenait aussi à en éloigner les souverainistes.

Pierre GRAVEL

La monnaie, s'il vous plaît

La STCUM a été bien vite sur ses patins en décidant d'ouvrir les couloirs du métro aux mendicants. Et vérification faite, la société de transport a pris une mauvaise décision... en se basant sur de mauvaises raisons.

S'agissait-il d'un geste de générosité visant à aider les plus qui sont de plus en plus nombreux à Montréal? Pas du tout. Éclairée par de récents jugements de la Cour suprême, la STCUM a simplement voulu éviter d'hypothétiques poursuites devant les tribunaux. Petit problème: ses conseillers juridiques ont commis une erreur primaire, comme s'ils n'avaient pas lu les jugements jusqu'au bout.

Récapitulons. En mai dernier, la Cour suprême était appelée à se prononcer sur trois causes où des prostituées soutenaient que l'interdiction de recruter des clients dans la rue contrevient à la Charte des droits et libertés. Dans son jugement, la Cour suprême reconnaît qu'en interdisant la sollicitation, le législateur porte atteinte à la liberté d'expression. Mais attention: invoquant l'article 1 de la Charte, la Cour rappelle que les droits et libertés peuvent être occasionnellement restreints. Et que cette restriction est justifiée dans le cas du commerce sexuel.

Dans sa précipitation, la STCUM a rapidement lié mendicité et prostitution, et s'est empressée de lancer une généreuse invitation à tous ceux qui tirent leurs moyens de subsistance de la charité des passants. En poursuivant sa logique jusqu'au bout, la STCUM acceptait du même coup, sans trop le claironner toutefois, la sollicitation sexuelle dans les passages du métro.

Au-delà de cette erreur d'interprétation assez grossière, la STCUM a annoncé sa décision de façon on ne peut plus maladroite, sans prendre la peine de la justifier d'un point de vue social, et sans vraiment mesurer son impact. Sans non plus aller jeter un coup d'oeil à New York, où la présence massive de mendicants dans le métro cause des problèmes réels. Les autorités new-yorkaises ont d'ailleurs tenté de changer leur réglementation, en sens inverse de la STCUM, se faisant débouter devant le tribunal de première instance.

Ces considérations juridiques ne doivent pas faire oublier que la pauvreté prend des proportions de plus en plus alarmantes à Montréal, et que les secours publics pour les gens qui n'ont nulle part où aller sont débordés. Plutôt que d'entreprendre une démarche froidement légaliste, la STCUM aurait pu réfléchir un peu à son rôle social. Au lieu de cela, elle a tout juste réussi à braquer l'opinion publique à l'occasion d'un magistral cafouillage.

Agnès GRUDA



DROITS RÉSERVÉS

Il appert que le gouvernement avait donné tacitement carte blanche à la SQ

MARCEL ADAM

Ce qui s'est passé cette semaine à l'Assemblée nationale était prévisible.

Après trois jours de questionnement du nouveau ministre de la Sécurité publique nous en sommes toujours réduits aux conjectures quant à savoir si le gouvernement a voulu — par consentement tacite ou exprime — l'assaut de la Sûreté du Québec aux barricades d'Oka le 11 juillet dernier.



Au cours du débat de jeudi sur la motion de censure, présentée par l'opposition péquiste en rapport avec la crise autochtone, Claude Ryan a dit que dès le début de la crise, le gouvernement s'est fixé trois objectifs dont il n'a jamais dévié, le premier étant le règlement du conflit par des voies pacifiques.

De cela personne ne doute. Ce qu'on ignore c'est comment il voulait résoudre le problème des barricades AVANT la crise.

On sait que pendant tout le temps où le ministre Ciaccia a été seul dans le dossier, on privilégiait un règlement négocié. Mais quand le maire d'Oka s'est mis à lancer des ultimatums, à menacer de faire intervenir la SQ à telle date pour faire respecter l'injonction, le gouvernement est apparu tiraillé par deux tendances.

Celle privilégiant la manière forte était incarnée par le ministre de la Sécurité publique Sam Elkas (la semaine précédant l'assaut il donnait jusqu'au 9 juillet pour enlever le blocus, sinon la SQ interviendrait). Le ministre des Affaires autochtones John Ciaccia représentait celle prônant la manière douce.

Mardi M. Ryan a révélé que la SQ a averti un membre du cabinet de M. Elkas avant d'intervenir à Oka. C'était la veille, en fin d'après-midi, à l'occasion d'une demande d'information d'un attaché politique (l'avocate Hélène Bédard) auprès du directeur de la SQ. Celui-ci l'avisa alors qu'une opération était en préparation pour le lendemain, sans donner plus de détails.

M. Elkas étant parti en vacances dans les Cantons de l'Est, Mme Bédard jugea bon de ne communiquer cette information à personne, pas même au ministre Pagé qui assurait la suppléance à ce ministère, et de ne l'en informer son patron que le lendemain matin à 7h., alors que l'assaut était déjà en cours à Oka.

En disant qu'il s'agissait d'une erreur de jugement et que lui-même congédierait sans ménagement un subalterne qui tarderait à lui communiquer une information importante, M. Ryan induisait à penser deux choses: 1) le gouvernement n'est pas responsable des conséquences de ce manquement; 2) sans cette omission les choses auraient vraisemblablement évolué autrement.

M. Ryan a été critiqué sévèrement pour avoir fait porter le

chapeau à un fonctionnaire après avoir pourtant reconnu que le gouvernement devrait se considérer informé quand l'a été par un haut fonctionnaire.

Le lendemain il disait ne pas être sûr qu'il eût été préférable que son prédécesseur fût informé sur le champ. Et il vanta généralement la compétence et les remarquables états de service de cet attaché politique à la réputation inattaquable.

Deux questions se posent:

— Pourquoi la SQ, qui consulte généralement le gouvernement avant d'agir dans un dossier politiquement explosif, ne l'a-t-elle fait cette fois-ci que fortuitement, à la dernière minute, de manière vague, en l'absence du ministre et à un simple attaché politique?

— Pourquoi un haut fonctionnaire compétent, expérimenté, jugé irrefutable durant les cinq ans qu'il a oeuvré dans un ministère qui a connu plusieurs périodes troubles et délicates, a-t-il jugé qu'il valait mieux ne confier cette information à personne d'autre qu'à son ministre, et seulement le lendemain par-dessus le marché?

L'hypothèse qui me semble la plus vraisemblable c'est que la SQ et l'attaché politique savaient ou avaient compris implicitement, que le ministre acceptait — sans nécessairement la souhaiter — l'intervention éventuelle de la police aux barricades.

Dans le premier cas la SQ a pensé qu'il était superflu de consulter un ministre qui avait plus d'une fois fait connaître publiquement — et peut-être aussi

autrement — son sentiment à cet égard.

Dans le second cas, l'attaché politique a cru sage d'informer plutôt qu'avant le fait, un ministre qui s'attendait à un tel dénouement.

(D'ailleurs n'avait-il pas choisi de partir en vacances au moment où tout le monde appréhendait l'affrontement, le ministre Ciaccia multipliant ses démarches au près du maire d'Oka, la Commission des droits de la personne, l'épiscopat et d'autres lançant des cris d'alarme?)

Ainsi la SQ peut aujourd'hui soutenir qu'elle n'a pas agi à l'insu du gouvernement, le ministre Elkas peut continuer de répéter qu'il n'a pas été mis au courant avant l'assaut, et le gouvernement se laver les mains en insinuant que sans l'erreur de jugement de cet attaché politique la crise aurait pu être évitée.

Cette semaine, en réponse à la question de Guy Chevrette demandant pourquoi on n'a pas empêché l'assaut du 11 juillet, alors que le lendemain la SQ se faisait interdire de lancer une autre attaque, le ministre Ryan a dit en substance ceci qui accredit mon hypothèse:

— C'est bien facile de savoir après coup. La veille, personne ne se doutait comment les choses allaient évoluer. L'opération a commencé dans un climat qui semblait permettre d'éviter un bain de sang. Mais il est arrivé des événements malheureux par la suite... etc.

Ce qui permet de penser que si le gouvernement avait su que ça tournerait mal, la SQ n'aurait pas attaqué les barricades.

Opinions

La peau du Québec

JACQUES DUFRESNE
collaboration spéciale

La peau d'un organisme comme celui des humains est ce qui nous révèle le mieux son état de santé. Une rougeur ou un bouton peuvent être le symptôme d'une grave infection. Dans un pays, la peau, ce sont les villages frontiers.

Si le sort des villages frontiers du Québec, ceux des régions éloignées, plus particulièrement, est un indicateur de la santé de notre société en général, il y a là matière à une sérieuse réflexion.

C'est la principale chose que je retiens d'un colloque que l'OPDQ, l'Office de Planification et de Développement du Québec tenait cette semaine en Abitibi, à Val d'Or plus précisément. C'était le troisième d'une série de colloques sur le développement régional. Dans le premier, tenu à Rimouski il y a deux ans, on avait mis l'accent sur l'aspect financier. Dans le second, tenu à Sherbrooke l'an dernier, on avait mis l'accent sur la technologie. Le sous-thème cette année était la qualité de la vie.

Le colloque de Val d'Or était organisé en collaboration avec l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. La conjoncture nationale et internationale lui conférait une signification bien particulière. Dans le pays hier le plus centralisé de la planète, l'URSS, le mot décentralisation a pris en 1990 un sens étonnamment précis. On n'en est plus las, comme c'est le cas sous nos latitudes depuis 20 ans, à faire de subtiles distinctions entre la déconcentration et la décentralisa-

tion. On en est à l'essentiel: la démocratie directe et le pouvoir local et régional.

J'ai rencontré à Val d'Or des maires de villages et de petites villes de même que des conseillers municipaux qui font du porte à porte par les temps qui courent. Tous m'ont dit qu'ils percevaient chez les citoyens du Québec une volonté de s'engager, à leur petite échelle, dans la solution des problèmes que les gouvernements centraux semblent incapables de résoudre, celui du déficit en particulier.

Est-ce là un simple frisson d'autonomie qui ferait écho symboliquement à la réelle détermination de la Lituanie ou de l'Estonie? Des maires, dont celui de Val d'Or, monsieur André Pelletier, à qui j'ai posé la question, m'ont donné à entendre qu'en matière d'environnement en particulier, les citoyens semblent plus que jamais déterminés à se comporter comme des êtres vivants et libres, c'est-à-dire à prendre en charge directement leur milieu immédiat.

Les principales recommandations de la Commission d'enquête sur les déchets dangereux, présentées par son président, Yvon Charbonneau, ne pouvaient qu'être bien accueillies dans ce contexte. La Commission propose en effet la création de sociétés régionales de gestion des déchets.

Mais cet article s'intitule La peau du Québec. En Abitibi, comme dans le Bas-du-Fleuve, il y a une foule de villages qu'on a cru devoir fermer à la fin des années soixante et au début de la décennie suivante. Dans le cas du Bas-du-Fleuve, il s'agissait d'une politique officielle à laquelle le souvenir du BAEQ restera à jamais attaché.

En Abitibi, c'est une firme d'ingénierie, la firme Côté-Duvivier qui, au terme d'une savante analyse a fait apparaître la ferme-

ture qui est venue démoraleser des communautés déjà fortement secouées par les changements n'est peut-être pas étrangère au très haut taux de suicide chez les jeunes de cette région. Ces jeunes qui, quand ils ne quittent pas la vie, quittent leur village et leur région. Soit dit en passant, la firme Côté est aussi celle qui a planifié le développement de Mirabel.

Une fermière de l'un des villages touchés a résumé ainsi la situation: on ne nous a pas dit que l'on allait nous forcer à fermer les villages, on nous a dit qu'on allait nous responsabiliser au point que nous déciderions nous-mêmes de les fermer.

Les villages ont refusé de mourir, mais ils ont continué de s'effriter. Bien qu'ils représentent près de la moitié de la population de l'Abitibi, qui s'intéresse à leur sort? Au colloque de Val d'Or un groupe particulièrement dynamique, le CRI, (Collectif rural d'intervention) a présenté un exposé saisissant du problème. Il est si grave que l'UPA, l'Union des producteurs agricoles, tiendra l'hiver prochain des États généraux sur le développement rural, en collaboration avec de nombreux autres organismes.

De l'emploi à Guyenne

Il n'y a toutefois pas que des sombres choses à l'horizon. Il y a de l'emploi à Guyenne. Pas en Guyane, à Guyenne, Abitibi. Ce village, hier moribond, compte maintenant deux employeurs importants: la coopérative forestière, établie depuis longtemps et les Serres coopératives de Guyenne qui produisent des plans de reboisement et des tomates.

Condition pour obtenir un emploi, saisonnier hélas! le plus souvent: s'engager à résider dans le village qui entend se repeupler et qui, dans ce but, s'est doté par exemple, d'une patinoire intérieure.

re. L'été dernier huit jeunes chômeurs, la plupart montréalais, ont obtenu un emploi là-haut. Trois ont décidé de faire leur vie dans cette communauté d'adoption.

Le principal responsable de ce développement, monsieur Fernand Biron, est un biologiste qui a quitté une confortable bureaucratie étatique pour se lancer dans cette aventure qui, à l'origine, paraissait tout-à-fait farfelue.

S'il y avait des Galas d'excellence dans les régions du Québec, les candidats au premier prix seraient nombreux. Fernand Biron serait l'un d'entre eux.

Je disais donc que les villages comme Guyenne sont la peau du Québec. La plupart sont mal en point. Quand on se donne la peine d'écouter leurs représentants, on a le sentiment que le Québec est un grand organisme dont le cœur n'est plus assez fort pour propulser le sang jusqu'au bout de ses membres.

L'occupation de notre vaste territoire aurait-elle été une mesure dont nous serions incapables d'assumer les conséquences.

Ce sont là des questions cruciales à l'aube du grand débat constitutionnel; des questions qui sont aussi directement reliées au développement durable, expression qui fait désormais partie du vocabulaire courant de l'OPDQ. Fermer des villages fondés il y a cinquante ans à peine, abandonner des terres défrichées au même moment, quand on sait d'autre part que des continents entiers se désertifient et que des immigrants frappent en vain à nos portes, est-ce là du développement durable?

Les idées durables en tout cas n'ont pas manqué dans ce colloque extrêmement vivant où l'on a fait la preuve que le Québec est capable d'intégrer les grandes questions universelles de l'heure aux soucis de son développement pour ainsi dire routinier.



Lysiane Gagnon

L'État contre le livre

Chaque jour, beau temps, mauvais temps, en semaine comme le dimanche, des milliers de gens ont fait la queue devant le Musée des Beaux-Arts pour voir l'exposition des Impressionnistes. Tous les jours, même sous la pluie, la file s'étendait sur un pâté de maisons. C'est dire qu'il doit bien rester, dans notre société, un certain nombre de personnes qui cherchent d'autres nourritures intellectuelles que la minable pâtée que nous jetent la plupart de nos institutions soi-disant culturelles.

Que penser d'un gouvernement qui se gargarise depuis des lunes du concept de société distincte, et qui pourtant laisse dépérir ce qui précisément est au cœur même de la société distincte, soit la langue et la culture? Que penser d'un gouvernement qui vient d'investir, de concert avec le fédéral et la Ville de Montréal, treize millions dans l'industrie débile du «juss'pour rire», qui va allonger un prêt de trente millions pour garder à Montréal un club de baseball qui n'intéresse même pas les maniaques du sport, et qui par ailleurs affame toutes les institutions qui, du Théâtre du Nouveau Monde aux bibliothèques en passant par les galeries d'art, misent sur la recherche, l'effort et la qualité?

Comment, dès lors, se surprendre de ce coup de masse inouï qui vient de s'abattre sur le maillon le plus crucial, mais également le plus vulnérable de la chaîne culturelle?

Le livre représente, plus que toute autre forme de création, l'univers de l'abstraction et des idées. Le livre lutte, à armes inégales, contre la civilisation de l'image. Le livre français est doublement vulnérable, parce qu'en raison de la petitesse relative du marché international francophone, le livre français, qu'il soit produit ici ou en France, coûte déjà deux fois plus cher que le livre anglais/américain.

Jusqu'à présent, le livre n'était pas taxé au Canada. Tout va changer d'ici un an. La TPS va l'imposer de sept p. cent. A quoi le Québec rajoutera sa propre taxe de huit p. cent. Du coup, le prix du livre augmentera de 15 p. cent. Plus précisément, de près de 16 p. cent, étant donné que la taxe provinciale sera calculée sur le montant incluant la TPS.

Libraires et éditeurs sont, avec raison, en état d'alerte. Ils prévoient une baisse des ventes de l'ordre de 25 p. cent. Ils prévoient que les éditeurs seront de moins en moins enclins à «prendre des chances»: seuls les succès de vente garantis sortiront des presses. Le futur Réjean Ducharme dont le manuscrit soulèvera des doutes devra se publier à compte d'auteur. Ou se taire.

Il est évident qu'une pareille hausse de prix va réduire la clientèle des librairies. Ceux pour qui le livre est un besoin vital développeront des méthodes pour contourner l'obstacle: on attendra l'arrivée du livre en bibliothèque, ou on se passera de l'un à l'autre, un unique exemplaire, comme dans les pays sous-développés où le livre est une denrée rare et précieuse.

Avec cette double taxe de 16 p. cent, nos gouvernements viennent de faire du livre un produit de luxe. Ils portent un coup mortel à l'édition québécoise, et en accroissant le prix du livre français importé, ils brisent le dernier lien qui nous rattachait à la source de notre histoire et de notre langue. Le système scolaire, en axant tout l'enseignement sur la littérature québécoise, avait déjà fermé les portes du ghetto. La taxe sur le livre met la clé dans la serrure.

Pourtant, l'un des grands drames de notre société vient justement du fait que les gens, les jeunes en particulier, lisent peu, et sont mal initiés au français standard. Au Québec, les francophones sont ceux qui regardent le plus la télévision et qui lisent le moins.

Ce dépérissement linguistique a des effets sur le niveau culturel de la société, sur son avenir aussi, car qui donc, parmi les immigrants en terre d'Amérique, voudra s'intégrer à une minorité linguistique qui n'a même pas essayé de cultiver l'excellence et de maintenir son appartenance à la francophonie internationale? C'est pourtant là notre suprême atout, un atout que nous envierions tous les peuples minoritaires, flamands, catalans ou gallois, dont la langue n'a pas la même dimension internationale.

Au départ, et sous l'angle social à tout le moins, la TPS a un grand tort: son taux uniforme de sept p. cent appliqué à tous les produits et services indifféremment du fait qu'ils soient de luxe ou non. Même l'exemption sur les produits d'alimentation est artificielle: il n'y aura pas de taxe sur le caviar, mais il y en aura sur le sandwich que le travailleur prend au restaurant le midi. Plus ridicule encore, on a décrété, dans le secteur des services, une exemption sur... la psychanalyse! Pourquoi la psychanalyse? S'il y a un service destiné à la bourgeoisie instruite, c'est bien celui-là!

Dans la Communauté économique européenne, seul le Danemark a retenu la formule du taux uniforme. Tous les autres pays ont des taux variables. Ainsi, la TVA française est de 28 p. cent sur les voitures de luxe, de 18,6 p. cent sur les parfums, et de 2,1 p. cent sur la nourriture. Le livre est taxé à 5,5 p. cent, mais encore faudrait-il comparer les niveaux de l'impôt sur le revenu et les coûts liés à l'importation, deux facteurs où le Québec est désavantagé.

L'industrie du livre, par ailleurs, ne pourra pas se rattraper par l'exportation (laquelle bénéficie de la TPS, qui remplace à moindre taux l'ancienne taxe de 13,5 p. cent sur les produits manufacturés). Qu'ils soient écrits en français ou en anglais, les livres canadiens qui se vendent à l'étranger se comptent sur les doigts de la main.

On peut toujours dire que la TPS fédérale aura, sur l'édition canadienne un effet limité — car une partie des coûts de fabrication étaient sujets à la taxe de 13,5 p. cent —, mais l'imposition d'une nouvelle taxe provinciale constitue, littéralement, un coup de force fiscal.

Sous prétexte de s'adapter au système fédéral et de simplifier la vie des comptables et des fonctionnaires, le fisc québécois se découpe, dans la chair vive d'une culture menacée, un tout nouveau champ de taxation.

En même temps, le gouvernement Bourassa élimine l'exemption sur les vêtements, la chaussure et le meuble, dont les Québécois bénéficiaient depuis le passage de Jacques Parizeau aux Finances... C'est là, évidemment, une perte pour le consommateur mais moins catastrophique que le coup asséné au livre. Il y a maintenant des soldes à longueur d'année dans les magasins, et dans la mode et le meuble, beaucoup de jolis produits à bon marché. Dans l'industrie du livre, par contre, les coûts sont incompressibles.

Le culte de l'armée

FRANCINE PELLETIER
collaboration spéciale

C'est une image que nous aurons gravée en mémoire longtemps: l'image du petit soldat fixant sans broncher le gros Warrior en colère...

La célèbre photo a tellement frappé l'imaginaire des Québécois, d'ailleurs, qu'il y a une nouvelle mode parmi les jeunes couples de Montréal: se déguiser, lors d'une fête, en soldat et en Warrior. Vous vous demandez qui, dans le couple, s'improvise Warrior, qui soldat? Selon un reportage paru dans La Presse la semaine dernière, les femmes préfèrent être soldat, les hommes, Warrior. Pas très surprenant, d'ailleurs. La douceur, la passivité, la détermination tranquille — tout ce qu'on a pu lire dans le regard du jeune sergent, et dieu sait qu'on en a lu! — ne sont-elles pas, après tout, des vertus bien «féminines»?...

Véritable icône de la crise d'Oka, ce célèbre face à face scellé, une fois pour toutes, notre préjugé favorable à l'armée. Déjà, on avait remarqué les belles manières, le ton pondéré, les explications généreuses de la part des dirigeants militaires. Mais la Terre a tourné décidément en faveur de l'armée le jour où le jeune Patrick Cloutier planta son regard de martyr canadien quelque part sous le nez (masqué) de Lasagne. De quoi tomber en pamoison — comme bien des jeunes filles d'Oka et de Châteauguay, d'ailleurs — tellement ce comportement jurait avec l'agressivité généralement associée au métier militaire.

Mais il n'y a pas que les adolescentes qui ont succombé au charme discret de l'armée. Le Québec en général et les journalistes en particulier y ont succombé, aussi. Pourquoi cet engouement? Pour deux raisons.

D'abord, parce que rien nous préparait à un comportement aussi «distingué», voire exceptionnel de la part de l'armée. (Après tout, à sa dernière visite en octobre 70, le comportement de l'armée était tout sauf discret). Ensuite, parce que la fameuse «transparence» des militaires tranchait agréablement avec le ton bourru et peu loquace des policiers, ainsi que la manipulation médiatique peu subtile des Warriors. Pour un journaliste exaspéré par une crise qui n'en finissait plus et par le manque de sources fiables, difficile, en effet, de ne pas être séduit par l'extraordinaire machine militaire.



Une image gravée dans la mémoire collective.

«Ou avez-vous donc appris vos méthodes?», demanda la journaliste Anne-Marie Dussault, au major John Macdonald, lors d'une rencontre sur les médias et la crise d'Oka, dimanche dernier.

Les méthodes de l'armée? Une éducation supérieure, d'abord, ce que la plupart des policiers, particulièrement au Québec, n'ont pas. (Comment faire «distingué», en effet, avec une neuvième année?) Une conviction inébranlable, ensuite, d'être sur la bonne voie. Un complexe de supériorité, en d'autres mots, qui s'avère beaucoup plus rassurant que le complexe de persécution dont souffrent les policiers. Et, finalement, cette insistance que les militaires — le major Macdonald l'a rappelé à plusieurs reprises dimanche — «sont des êtres humains comme les autres». Ça aussi, c'est terriblement rassurant pour le commun des mortels.

Ce fut donc, non pas tant l'état des Indiens comme on se plaît à le nommer, mais «l'état de l'armée», comme le rappelait Lysiane Gagnon en fin de semaine.

Évidemment, il y a des conséquences à tout ça. L'engouement pour l'armée a eu comme effet, d'abord, de transposer tous les torts sur les épaules de la Sûreté du Québec. Plus on trouvait l'armée «smatée», plus on trouvait la SQ poche. (La Sûreté a certainement ses torts mais il faut bien admettre qu'elle a énormément servi de bouc émissaire dans toute cette histoire). Plus inquiétant encore, cet engouement nous a encouragé à fermer les yeux face aux agissements de l'armée.

C'est du moins la constatation qui ressort du bilan dressé par les journalistes le weekend dernier.

Lorsque les militaires criaient des insultes aux Warriors dans la pinède, par exemple, les caméras comme par hasard ne tournaient pas. Lorsqu'une mère, affolée à l'idée que son fils de 17 ans soit sur la ligne de feu, fit appel au département de la Protection de la jeunesse, puis à la Cour pour le tirer de là, on n'en parla pas non plus. Certains journalistes retranchés du côté des Warriors ont été battus par la police à leur sortie — avec l'aide de devinez qui? Nos gentlemen soldats. Toutes ses anicroches n'ont pas été relevées par les médias. Rien, par conséquent, n'est venu troubler l'image souveraine et infallible de l'armée canadienne.

Mais il y a plus. Les images transmises le soir à nos réseaux de télévision étaient souvent des images prises, non pas par les journalistes de ces réseaux, mais par l'armée, révélait Alain Picard de Radio-Canada dimanche dernier. De plus, l'armée est intervenue souvent auprès des médias pour empêcher la diffusion de certaines images les impliquant. (Des images montrant des soldats interceptant la nourriture destinée aux Mohawks, par exemple. Aussi, un soldat juché sur une tourelle, pointant le Centre de désintoxication de sa mitrailleuse).

«L'armée dit qu'elle n'a pas essayé de contrôler l'information. C'est éminemment faux», affirme M. Picard.

La preuve? Il suffit d'écouter le major Macdonald, interrogé par John Kalina au réseau anglais de Radio-Canada, au lendemain du séchage des lignes reliant les journalistes retranchés au monde extérieur. «Qui nous tiendra au cou-

rant maintenant de se qui se passe derrière les barricades?» demanda l'animateur. «Pas de problème, répondit le major. Nous pouvons vous fournir les deux côtés de la médaille».

Une pareille manipulation n'est pas tolérée de la part de la police: souvenez-vous du tollé suscité par la saisie de cassettes par la SQ. On n'aurait pas idée non plus de se laisser dicter par les politiciens les images à diffuser à leur sujet, et celles à exclure. Et pourtant, c'est précisément ce qui s'est passé avec l'armée.

Comment expliquer une telle abdication de l'éthique journalistique et du sens critique en général? La crise, bien sûr. L'Histoire démontre que, lorsqu'une crise est suffisamment grave et les gens suffisamment inquiets, le rétablissement de l'ordre devient alors la valeur suprême. Et ceux qui prétendent rétablir l'ordre deviennent rois. Le culte de l'armée (ou des hommes forts) découle donc de ce besoin de retrouver à tout prix la stabilité — pour laquelle on est disposé à contourner certaines règles de la vie démocratique, s'il le faut.

L'armée est intervenue deux fois au Québec en 20 ans. Les deux seules interventions militaires au nord du Rio Grande, rappelait un intervenant dimanche dernier, c'est ici qu'elles ont eu lieu. La première fois, c'était dans le but d'écraser; la deuxième, dans le but d'amadouer. Dans les deux cas, l'entreprise (il faut bien l'admettre) a bien marché. Ils sont venus, ils ont vu, ils ont vaincu.

Il doit y avoir un dieu pour les militaires.

Le « Fuji-choc » : ultime chance du Pérou

Avant la vraie reconstruction, le pays veut se libérer de la misère et du terrorisme

ANNE-MARIE SIMARD
collaboration spéciale

Le taxi, un vestige de coccinelle ca- bossée, roule le long de l'avenue Thomas Marsano, au cœur de Lima. À gauche, une voie ferrée désaffectée. « Vous voyez ces rails? C'est le fameux train électrique d'Alan Garcia! » Le chauffeur de taxi s'esclaffe.

Un projet fou dans lequel l'ex-président a engouffré des fortunes. Au marché de la rue Marsano, les marchands miséreux qui tentent de vendre quelques carottes n'ont jamais vu l'ombre d'un train. « Même un tricycle ne pourrait rouler là-dessus », poursuit le chauffeur en riant de plus belle.

L'incompétence de l'ex-président Alan Garcia se mesure en chiffres faramineux. Depuis son arrivée au pouvoir en 1985, le pays a connu un taux d'inflation de... 2,2 millions p. cent! L'argent qui permettait d'acquiescer une luxueuse maison ne permet même plus d'acheter une boîte de thon. La dette extérieure a atteint 20 milliards\$ et le pouvoir d'achat des citoyens a chuté de 50 p. cent depuis deux ans.

Le nouveau président, Alberto Fujimori, en fonction depuis le 28 juillet,

s'est empressé d'imposer un plan d'austérité. Résultat: le prix de l'essence a bondi de 3000 p. cent et les aliments de base, comme le pain ou la viande, se vendent maintenant trois fois plus cher. Pour l'instant, le plan anti-inflation connaît un certain succès: le taux d'inflation en septembre s'est maintenu autour de zéro p. cent, alors qu'il avait atteint 400 p. cent en août. Seulement, ce programme d'assainissement est le 40^e en 15 ans...

Les effets n'ont pas tardé à se faire sentir: au lendemain du 8 août, jour du « choc Fuji », l'état d'urgence est déclaré dans plusieurs régions du pays, y compris dans la capitale. Des émeutes éclatent dans des bidonvilles de Lima et plusieurs personnes perdent la vie. Selon Raul Salazar, économiste, « les pauvres et la classe moyenne sont les plus touchés par ces mesures ».

Dans les soupes populaires, on a doublé le nombre de rations. Dans le bidonville de Villa El Salvador, une vieille dame, les traits déformés par un tremblement convulsif, est venue chercher une portion de soupe aux pommes de terre. Son seul repas de la journée. Cesar Fernandes, 23 ans, est journaliste. Depuis le choc, il vit chez ses parents avec sa femme et leur fils de trois ans.

Pour limiter les dégâts, le gouvernement a mis sur pied un programme de distribution de riz et de lait dans les écoles. Raul Salazar est pessimiste: « Le programme est à peine amorcé car le pays n'a pas l'infrastructure nécessaire pour acheminer la nourriture en régions ».

Malgré tout, l'espoir... Selon Marina Drodino, une Italienne qui travaille pour un organisme d'aide à Villa El Salvador, « les gens continuent de se sacrifier: pour eux, le choc représente la dernière chance du Pérou ».

17 000 morts en 10 ans

Comme si ça ne suffisait pas, les pauvres et les paysans sont les otages d'une guerre qui oppose l'armée et la police à la guérilla d'obédience maoïste Sentier lumineux. Dans les hauts plateaux andins, 17 000 personnes ont trouvé la mort depuis 1980, l'année où ces fils de Mao ont pris les armes. En échange d'une promesse de non-agression, les terroristes collectent les dollars des narco-trafiquants — le Pérou est le plus grand producteur mondial de feuilles de coca — et deviennent plus puissants. L'organisation compterait 10 000 membres à ce jour.

Résultat: les paysans effrayés désertent les montagnes et viennent s'entasse-

ser dans l'insalubrité des bidonvilles. La population de ces bidonvilles — véritable ceinture de misère entourant Lima — a quintuplé depuis 1980.

Ce mouvement maoïste a pris racine dans un pays fondé sur des inégalités sociales. Miguel Escudete, ex-maire de Villa El Salvador, observe: « Les habitants des quartiers riches consomment 70 p. cent de l'eau et de l'électricité de Lima. Une vingtaine de clubs privés sont représentés par de grands carrés verts sur la carte de Lima. Les pelouses vertes, les terrains de tennis... pour membres seulement. Le prix? Jusqu'à 5000\$ par année ».

Dans ce pays andin, la minorité blanche détient les leviers économiques et les Indiens — 70 p. cent des 21 millions de Péruviens — cultivent avec peine du maïs et des pommes de terre dans des terres souvent brûlées par la sécheresse. À Lima, depuis le 8 août, les supermarchés sont déserts. Les prix, qui ressemblent de plus en plus aux prix nord-américains, sont exorbitants pour les gens payés au salaire minimum, soit 50\$ par mois.

Au Pérou, la violence et la corruption sont monnaie courante. Une touriste australienne a été témoin d'une scène étonnante dans un poste de police de Cuzco. À ses côtés, un homme dont la jambe est ensanglantée, gémissait. « C'est un voleur. Je lui ai tiré une balle dans la jambe », lui a dit fièrement un policier.

Quelques jours plus tard, le président Fujimori inaugure l'Institut de développement humain à Lima. Il dévoile un tableau où figurent les mots d'ordre de l'Institut: ordre, propreté, ponctualité, désir de se surpasser, amour du travail... « Les valeurs de l'Institut sont mes valeurs personnelles », déclare le nouveau président d'origine japonaise. Il s'adresse à la foule de dignitaires: « Le changement d'un pays passe par une transformation en chacun de nous. » Après avoir cité en exemple le Japon et l'Allemagne, il lance: « Faisons ensemble le miracle péruvien! » Il est chaudement applaudi.

À 700 km de là, près des ruines incas de Machu Pichu, un enfant, pieds nus et vêtu d'un survêtement en nylon, salue un groupe de touristes japonais. « Sayonara! Sayonara!... » en échange de quelques pièces. Son visage est dur et fermé.

Le petit Indien est à l'image de son peuple, qui peine dur pour un maigre pécule, et de son pays, en attente de dons et d'investissements venant des pays riches.



PHOTO ANNE-MARIE SIMARD, collaboration spéciale, La Presse

Cette veuve vient chercher son repas quotidien à la soupe populaire, dans le bidonville de Villa El Salvador.

...et « pour vaincre le terrorisme, nous devons faire disparaître les injustices », déclare Alberto Fujimori

ANNE-MARIE SIMARD
collaboration spéciale

LIMA

« Monsieur le président, j'ai dit à une femme du bidonville de Huancayo que je venais vous rencontrer. Je lui ai demandé quelle question elle aimerait vous poser. Voici ce qu'elle a répondu... » Clic! La journaliste, américaine déclenche le magnétophone: Une voix saisissante se fait entendre.

« Président Fujimori, mes frères et mes enfants ont été assassinés. Je ne sais plus à qui demander de l'aide. Nous avons peur dans les montagnes: le Sentier lumineux et les militaires nous tuent. S'il-vous-plait, envoyez l'armée pour qu'ils nous aident, pas pour qu'ils nous massacrent... »

La voix est implorante: « Quand nos enfants sont malades, nous n'avons pas d'argent pour les faire soigner. Nous ne savons plus quoi faire... Notre père, c'est Dieu. Mais vous êtes notre second père... »

Silence. Le nouveau président du Pérou, Alberto Fujimori, fixe l'épaisse moquette de son luxueux bureau. Il est ému. « J'admire le courage de tous ces civils battus par les terroristes et par la violence structurelle... commence-t-il de façon hésitante. Je ne les laisserai pas tomber. Je serai aussi très ferme envers les militaires qui violent les droits humains... »

Alberto Fujimori est un pourfendeur de torts. « Fuji tiro Barros con ventilador! » (Fuji lance de la boue avec un ventilateur), annonce la manchette d'un journal de Lima. Il accuse les magistrats, les fonctionnaires et les militaires de corruption et d'incompétence. Aux élections du 10 juin, le phénomène Fujimori a tout balayé. Il a obtenu 62 p. cent des votes et fait mordre la poussière au grand favori de la course, l'écrivain Mario Vargas Llosa.

Quelle mouche a piqué cet agronome et recteur d'université, fils d'émigrants japonais, pour qu'il se lance à l'assaut de la présidence d'un des pays les plus violents et endettés au monde? « Je me suis dit: Pourquoi les politiciens manipulent-ils le peuple? »

Il se dresse fièrement sur l'élégant divan. « Pourquoi toute cette corruption? D'accord! Je vais corriger tout ça! »

Encore inconnu trois mois avant le premier tour de scrutin, Alberto Fujimori a créé sa propre formation politique, Cambio 90, composée — comme il se plaît à le répéter — « d'excellents techniciens ». Les journaux ont largement diffusé, pendant la campagne, une photo de Fujimori en tenue de karaté. Son poing nu tendu vers l'avant fait voler en éclats une pile de briques.

Technique et discipline de fer... le charme nippon a opéré. Ses appuis indéfectibles: les Indiens et les pauvres, qui se reconnaissent dans ce petit japo-

nais né dans un quartier populaire de Lima. Ses parents se sont joints, en 1934, aux 70 000 « nisei » — ou immigrants japonais — de la capitale. Dans les bidonvilles, on l'a surnommé affectueusement « El chinito », le petit chinois. Raul Salazar, qui aurait été ministre des Finances si Vargas Llosa avait été élu, est catégorique: « La victoire de Fujimori représente un vote de protestation envers les partis traditionnels et tout le système politique. »

« Travail, technologie, honnêteté... » Son slogan électoral fut une bouffée d'air frais dans la vie politique péruvienne. Son style tranche avec la lignée traditionnelle des présidents du pays,

des riches descendants des Conquistadores espagnols.

L'homme est petit et impeccablement vêtu. Ses lunettes carrées masquent un visage déjà peu expressif. Il parle lentement d'une voix douce. Mais surtout, une très grande prudence: il griffonne quelques notes pendant les questions des journalistes et garde les yeux rivés sur son carnet pour répondre. Soudain, un sourire énigmatique et dur se dessine sur son visage: « De très bons analystes politiques ont dit que j'étais un joueur d'échecs. »

Pour sortir son pays de la misère, Fujimori devra accomplir rien de moins qu'un miracle. « Après mon investitu-

re, j'ai pris connaissance de la situation économique du pays. En un mot: un désastre... » De plus, cinq guérillas terroristes, dont le sanglant Sentier lumineux, sèment la terreur dans les hauts plateaux andins.

Quelques jours après l'arrivée au pouvoir de Fujimori, une voiture bourrée d'explosifs a heurté la façade du palais présidentiel, siège du gouvernement et résidence de l'homme d'État. Depuis, deux tanks font la garde devant l'imposant édifice. Pénétrer dans le palais relève de l'exploit: contrôles d'identité et escortes militaires pour traverser l'enfilade de salons, richement ornés, menant au bureau particulier du président.

Mais malgré cet attentat dirigé contre lui, Fujimori a de la compassion envers les paysans qui deviennent membres des organisations terroristes: « Ce sont, en général, les exclus de la société. » Fujimori compte endiguer la montée du terrorisme par la... justice sociale. « Pour vaincre le terrorisme, nous devons faire disparaître les injustices marquées qui existent depuis le début de l'histoire du Pérou. » Il joue avec son crayon. « Nous prenons certaines mesures militaires et nous agissons avec beaucoup de prudence. D'ailleurs, comme vous pouvez le constater, le degré de subversion ne s'intensifie pas. »

En avril, quelques jours avant le premier tour de scrutin, il n'avait pas encore rendu publique sa plate-forme électorale. « Vous dites que je n'ai pas de programme? Regardez toutes les mesures prises depuis mon investiture! » Le 8 août, Fujimori a imposé des mesures économiques draconiennes qui ressemblent étrangement au programme de Mario Vargas Llosa.

Fujimori clame les bienfaits de la libre entreprise et des investissements étrangers. « En stimulant l'économie de marché, dans un système où les entreprises privées jouent un rôle important, nous tenterons d'attirer les ressources nécessaires pour imposer la justice sociale. »

Après seulement deux mois au pouvoir, le gouvernement de Cambio 90 est encore blanc comme neige: « Je me bats présentement contre la très puissante industrie pharmaceutique. Ces gens pensent qu'en me tendant quelques milliers de dollars, je me rangerai de leur côté... »

Dans le fond des bidonvilles, des gens affamés subissent patiemment leur sort. Ils gardent espoir malgré la dureté des mesures qui leur rendent la vie encore plus difficile. À cause de ses origines, croient-ils, le nouveau président transformera peut-être le Pérou en Japon.

Mais le mot de la fin revient à un chauffeur de taxi: « Quand Alan Garcia — le pire président que le Pérou ait connu — est devenu président, tous les espoirs étaient aussi permis... »



Le nouveau président du Pérou, Alberto Fujimori, en entrevue avec La Presse. Pour sortir son pays de la misère, il devra faire des miracles...



PHOTO Associated Press

Le ministre de la Justice du Brésil, Bernardo Cabral, 58 ans, a remis sa démission à la suite des rumeurs de relations amoureuses avec la ministre de l'Économie, Zelia Cardoso de Mello, 37 ans.

Des amours qui secouent le cabinet brésilien

JEAN-FRANÇOIS LEMOINIER
Agence France-Presse

RIO DE JANEIRO

La révélation publique, il y a quelques jours, de l'existence d'une liaison amoureuse entre la jeune ministre de l'Économie du Brésil, Zelia Cardoso de Mello, 37 ans, et le ministre de la Justice, Bernardo Cabral, 58 ans, a sérieusement mis à mal en quelques jours l'image de sérieux et d'efficacité du gouvernement du Président Fernando Collor de Mello, constatent les observateurs.

La démission officielle lundi de M. Cabral, marié et père de trois enfants, n'a pas suffi à désamorcer le scandale dans le plus grand pays catholique du monde où l'adultère est encore passible des tribunaux. La presse brésilienne, friande de « novelas » (romans-feuilletons télévisés), traque désormais chacune des apparitions publiques de la jeune ministre célibataire pour scruter sur son visage les signes de son drame personnel aux dépens du sérieux des sujets qu'elle tente d'aborder: dette extérieure écrasante et crise économique omniprésente.

L'embarras du gouvernement est d'autant plus grand que cette histoire survient au moment où la ministre est engagée dans de difficiles négociations sur le rééchelonnement de la dette avec les banques créditrices à New York et Brasília et que l'inflation qui paraissait vaincue redresse la tête.

Vers une démission?

Plusieurs éditorialistes estiment déjà que la pression du scandale sera trop forte pour M^{lle} Zelia Cardoso et qu'elle sera conduite à terme à la démission.

La carrière du ministre avait pourtant commencé comme un conte de fée. Totale-ment inconnue jusqu'à l'année dernière, cette jeune économiste de Sao Paulo, remarquée par le Président Collor quand il était candidat, s'était soudain retrouvée propulsée au premier plan de l'actualité du pays et chargée de remettre de l'ordre dans une économie en faillite.

En quelques semaines d'un plan d'austérité monétariste sans précédent, Zelia était devenue le symbole d'un gouvernement efficace, probe, jeune et dynamique et sa popularité n'était dépassée que par celle du Président Collor lui-même.

Impressionnant, par sa jeunesse assurée, aussi bien les milieux patronaux que les épargnants, la photogénique Zelia, toujours vêtue avec chic, ne laissait pas non plus indifférents les magazines féminins où elle avait un peu naïvement que si elle était encore célibataire, elle n'en était pas moins « amoureuse, surtout platoniquement en raison du poids de son travail ».

Quand, il y a quelques jours, à son retour de dures négociations avec le FMI et la Banque Mondiale à New-York, la rumeur de sa liaison à envahi Brasília et les colonnes des journaux, Zelia a fait front, opposant un mur de silence aux questions sur sa vie privée. Mais, depuis que le président Fernando Collor a exigé et obtenu la démission de M. Cabral, les nécessités du protocole l'ont fait cotoyer son ex-colleque à plusieurs reprises, ce qui a entraîné un embarras général visible et le déchainement des flashes des photographes.

« Un complot »

M. Cabral, non-repent et qui s'estime victime d'un complot ourdi dans l'entourage du président Collor, ne lui facilite pas en outre la tâche: il a fait une apparition surprise où on ne l'attendait pas mercredi, dans les salons d'une commission sénatoriale où comparait Zelia. Tout le monde a alors oublié que la réunion était destinée à examiner les finances de la Petrobras (société nationale des pétroles) pour s'intéresser aux signes de nervosité de « la » ministre et à son apparté avec M. Cabral.

Depuis cet incident, M^{lle} Cardoso de Mello a déjà dû réaffirmer à la presse que sa vie privée n'aurait pas d'influence sur les négociations de la dette extérieure du Brésil ou sur la valeur de la monnaie nationale, le cruzeiro.

Plusieurs commentateurs estiment jeudi que Zelia, à moins de rompre publiquement, aura bien du mal à faire oublier son histoire d'amour qui n'a été démentie jusqu'à présent par personne et notamment pas par le président Collor.

À court terme cependant, la vie politique du ministre pourrait être plus liée aux chiffres de l'inflation (15 p. cent en octobre) qui refusent obstinément de passer sous la barre des 10 p. cent mensuels, objectif qui s'était fixé le gouvernement à son investiture.

La hausse des prix du pétrole va peser lourdement sur l'indice des prix, a reconnu Zelia jeudi dans une interview au journal Globo mais, a-t-elle estimé, « le délai que nous nous sommes fixés pour briser l'inflation va jusqu'au mois de janvier et j'ai bon espoir qu'elle sera bien inférieure à 10 p. cent à ce moment-là ».

ENTREVUE EXCLUSIVE AVEC ARIEL SHARON

«Il serait catastrophique que le monde libre laisse intacte l'armée de Saddam Hussein»



LOUIS B. ROBITAILLE
collaboration spéciale
PARIS

Ariel Sharon, 62 ans, l'un des responsables politiques les plus controversés en Israël, a l'autorité tranquille d'un éléphant. Mais un éléphant qui saurait se déplacer sans rien casser dans un magasin de porcelaine.

Résolument provocateur quand il parle de Jérusalem («capitale des Juifs depuis trois mille ans») ou de la Cisjordanie occupée («Israël doit en garder le contrôle militaire pour toujours»), celui qui était ministre de la Défense pendant l'invasion du Liban en 1982 ne dit que ce qu'il veut dire. Et sur la question de l'heure — la crise du Golfe — il préfère procéder par euphémismes et sous-entendus, fidèle en cela à la ligne de conduite extrêmement discrète de Jérusalem depuis l'invasion du Koweït. On croit cependant comprendre que l'ancien «héros» et grand stratège de toutes les guerres israéliennes depuis 1948 est un partisan résolu d'une attaque massive et frontale contre les forces de Saddam Hussein. Donc la guerre est devenue inévitable dans le Golfe? «Je n'ai pas dit cela», répond-il, bien installé dans un bureau des éditions Stock, qui publie ces journaux «Mémoires». «Nous n'avons demandé à personne d'intervenir après l'invasion du Koweït... Quant à la position d'Israël, elle est claire depuis le début: nous n'attaquerons de nous-mêmes ni l'Irak ni aucun pays arabe. Mais si l'Irak attaque Israël, il y aura une réaction immédiate et extrêmement puissante...»

Israël, qui avait pris en 1981 l'initiative de la destruction de la centrale nucléaire irakienne de Tammouz, serait-il neutre dans le conflit actuel? Pas si simple: dans le même souffle, Ariel Sharon me donne dans l'ordre toutes les raisons pour lesquelles la guerre est à la fois souhaitable et inévitable.

Sur la question de l'efficacité de l'embargo, sa réponse est claire et tranquille: «Cet embargo n'a aucun effet réel: les matériels nécessaires passent en contrebande depuis la Syrie et l'Iran, et transitent ouvertement par la Jordanie.»

— Mais peut-être forcera-t-il Saddam Hussein à se retirer du Koweït?

— Cette question est dépassée: le Koweït n'existe plus en tant que tel. La moitié de sa population a déjà été éliminée et remplacée par des Irakiens. Maintenant il suffit à Hussein de tenir un référendum...»

Ce qui ne veut pas dire qu'Israël considère l'incident clos et prône le retrait pur et simple des troupes américaines et occidentales. Bien au contraire: «La situation la plus dangereuse qu'on puisse imaginer, ce serait que cette crise se termine alors que Saddam Hussein resterait sur le terrain avec son terrible arsenal, sa dangereuse machine militaire, les armes chimiques etc. Ce serait encore plus catastrophique pour le monde libre de se retirer en laissant intacte l'armée de Saddam Hussein: pire encore que de n'être pas du tout intervenu.»

Le général Sharon refuse obstinément de déclarer ouvertement qu'il prône l'attaque massive contre l'Irak. Il se contente de constater: «Il est bien triste de voir que les États-Unis et des pays occidentaux comme la France hésitent à intervenir contre cet homme qui est un dangereux dictateur. Ne pas intervenir équivaudrait à un nouveau Munich, cinquante ans plus tard: et Munich a mené à la pire des guerres...»

Donc la confrontation est inévitable? «Je n'ai pas dit cela», répète-t-il encore. Cependant, il ajoute un autre argument: «La question de l'intervention n'est pas militaire, elle est celle de la volonté politique de la part du monde libre. Actuellement, sur le terrain, les États-Unis et leurs alliés dans la région ont tous les moyens nécessaires pour détruire les capacités militaires irakiennes...» Cela dit avec une tranquillité parfaite. Et de la part d'un militaire qui joua un rôle décisif

dans les guerres de 67 et surtout de 73, de l'ancien ministre de la Défense, donc bien informé par le biais des services secrets israéliens. On croit comprendre le message: Israël ne se manifeste pas sur la place publique pour ne pas gêner les relations des USA avec l'Arabie saoudite et autres alliés arabes, mais pousse résolument à la confrontation massive. En assurant Washington, sur la foi de son expérience des guerres dans la région, que la supériorité occidentale sur l'Irak est écrasante.

Un «sabra» type

Ariel Sharon est un «sabra» type, né en Israël en 1928 dans une ferme coopérative, et aujourd'hui propriétaire d'une grosse exploitation agricole. Formé par les guerres de 48 et de 56, il a joué en 67 un rôle capital. Si bien que, malgré sa réputation très à droite, il est appelé au premier rang en 73 par le gouvernement travailliste: c'est sa division qui, traversant le canal de Suez entre les armées égyptiennes, renversa une situation militaire très dangereuse pour Israël. En tant que ministre de la Défense, il eut la responsabilité de la campagne libanaise de 1982 et de l'expulsion des troupes de l'OLP de Beyrouth. Épisode qui se termina par les massacres, par les alliés chrétiens d'Israël, des Palestiniens des camps de Sabra et Chatila. Massacres dont l'ex-ministre écrit aujourd'hui qu'ils étaient imprévisibles et non-prémédités. Il dut cependant démissionner de son poste. Et accepter le ministère du Logement — qui n'est pas sans importance aujourd'hui qu'Israël attend l'arrivée à moyen terme d'au moins un million de juifs soviétiques.

Ariel Sharon, qui est encore très populaire dans son pays, est pour le moins un «dur» parmi les faucons israéliens. Il n'est pas facile cependant de lui coller une étiquette définitive. D'un côté, il proclame hautement le caractère «démocratique» de l'État israélien. Il a approuvé les accords de Camp David et participé lui-même à l'évacuation du Sinai. Il affirme qu'Israël n'a pas l'ombre



Encore très populaire en Israël, Ariel Sharon estime que la guerre dans le Golfe est non seulement inévitable, mais souhaitable.

d'une revendication territoriale sur le Liban. Et, finalement, qu'il n'y aura «aucune» nouvelle implantation juive en Cisjordanie, même avec l'arrivée des juifs soviétiques.

Cependant il est plus que clair sur un point capital: Eretz Israël, c'est-à-dire la prétention à contrôler le territoire «historique» hébreu. À commencer par la bande de Gaza et la «Judée-Samarie». L'annexion de Jérusalem est pour lui un fait accompli irrévocable. En ce qui concerne la Cisjordanie occupée, il s'accroche inébranlablement à sa version de Camp David: une autonomie «interne» pour les Palestiniens, lesquels relèveraient politiquement du gouvernement d'Amman («c'est déjà un État palestinien»). Mais la haute main d'Israël sur la «sécurité» en Cisjordanie n'est

pas non plus négociable: c'est «pour toujours».

Le prix du sang

Comment penser que, dans un avenir prévisible, les Palestiniens et les pays arabes accepteraient la tutelle israélienne sur la Palestine? «La question de la paix ne pourra être vraiment résolue qu'avec des régimes arabes démocratiques», répond-il. C'est-à-dire pas dans l'immédiat. «Malgré l'Intifada malgré la pression internationale, dont celle des alliés américains après le massacre de Jérusalem il y a deux semaines? «Je pense qu'il y a des moyens de mettre fin à l'Intifada sans nécessairement utiliser des méthodes extrêmes. Quant aux événements de Jérusalem, je les déplore, et j'attends de voir les résultats de l'enquête en cours. Mais jamais

on ne laissera tranquillement attaquer à coups de pierres des femmes et des enfants israéliens par une foule de milliers d'Arabes sans réagir. Ce n'est pas parce qu'Israël est une démocratie que nous laisserons le sang juif couler.»

Alors la guerre interne pour dix ans? pour vingt ans? même si la réprobation internationale augmente? même si les États-Unis menacent de diminuer leur soutien à Jérusalem? «L'amitié avec les États-Unis est très importante, dit-il, mais même pour cette amitié nous ne paierons jamais le prix du sang.»

Israël ne se retrouvera-t-il pas de plus en plus isolé? «Je vais vous confier un secret, plaisantez: c'est bien d'être aimé des gens, mais il vaut encore mieux rester vivant.»

L'Inde est déchirée par des crises nombreuses et violentes

Guerres de castes, de religions, de nationalités, de partis



JOONEED KHAN

Des jeunes gens s'immolent pour dénoncer la «discrimination positive» pratiquée par le gouvernement en faveur des castes opprimées, un parti dont dépend la coalition au pouvoir veut démolir une mosquée pour restaurer un temple hindou au risque de provoquer une guerre de religions, le réveil nationaliste au Cachemire semble pousser Delhi vers un 4e conflit armé avec Islamabad: l'Inde traverse une crise multiforme sans précédent et le bout du tunnel n'est pas en vue.

La visite de Nelson Mandela cette semaine à Delhi a dramatisé un paradoxe: alors que le vice-président de l'ANC saluait l'Inde comme «berceau de la lutte mondiale contre l'apartheid» (ceux qui ont vu le film Gandhi se souviendront du jeune avocat indien qui combattit le racisme au Natal au début du siècle), la bataille de la «discrimination positive» rappelle la réalité du système des castes, véritable apartheid indien où, dans un même village, par exemple, *brahmine* et *Intouchable* ne boivent pas du même puits.

Héritage complexe de l'hindouisme, le système des castes est l'un des grands fléaux de l'Inde, qu'une Constitution laïque et pluraliste n'a pas réussi à extirper après 40 ans d'indépendance. À l'origine, les castes représentaient, dit-on, la division du travail. L'on était *brahmine* (lettré), *kshatriya* (prince), *vaisya* (producteur) ou *shudra* (serviteur) par choix et par pratique. Le système s'est toutefois figé et sclérosé, et l'appartenance à sa caste (et aux nombreuses sous-castes) est devenue héréditaire.

C'est dans un défi à cet «Ancien régime» que Gandhi surnomma *Harjans* (Enfants de Dieu) les *Intouchables*, damnés des damnés du système, à la base de la pyramide sociale. C'est par volonté de justice que le Dr B.R. Ambedkar, père de la Constitution indienne et *Intouchable* lui-même, abolit toute discrimination contre ces exclus et déposés-

dés (*Scheduled castes and tribes*) et en institua la protection, l'État se portant garant de leur émancipation en vue d'un vaste rééquilibrage social.

La «discrimination positive» en faveur des basses castes, des classes inférieures et des tribaux, qui sont près du quart de la population de 850 millions, remonte, on le voit, à l'aube de l'Inde indépendante. Elle est au cœur de l'héritage idéologique du Parti du Congrès et de la pratique politique du «socialisme indien». Des sièges spéciaux leur sont réservés dans les Parlements fédéral et des États, de même que des postes dans les universités et les services publics (jusqu'à 30 p. cent).

Sous l'impulsion du *Janata Dal* du premier ministre V.P. Singh, la coalition au pouvoir depuis novembre 1989 vient de hausser le quota aux alentours de 50 p. cent, forçant l'admission de sa composante communiste mais provoquant la colère des classes moyennes hindoues proches du Parti fondamentaliste BJP, dont le soutien est essentiel au maintien du gouvernement minoritaire. Depuis deux mois, quelque 150 jeunes ont tenté de se suicider à travers l'Inde pour obtenir l'abolition des quotas et une cinquantaine d'entre eux sont morts.

Guerre des castes

Ces jeunes trouvent les quotas discriminatoires à leur égard. Craignant pour leur avenir, ils exigent un système où l'accès aux études et au service public sera basé sur le mérite. Les castes opprimées, qui voient dans cette campagne pour la «méritocratie» une tentative de préserver le *statu quo*, réagissent avec colère, et des maotistes favorables au système des quotas attaquent la semaine dernière un train dans l'État d'Andhra Pradesh, brûlant vifs 47 passagers. Action qui fait peser la menace d'une «guerre de castes» sur ce pays où une étude faite il y a 10 ans (Rapport Mandal) énumérait 3700 castes défavorisées.

La hausse du quota s'inscrit dans les efforts du parti du premier ministre, le *Janata Dal*, pour élargir sa base sociale. Les 450 millions d'humains vivant sous le seuil de la pauvreté — seuil très bas dans le contexte indien, soit dit en passant — constituent une

banque de votes à donner le vertige à tout politicien. Le BJP, les communistes, tous les partis — sauf le Congrès de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi, seule formation véritablement pan-indienne — tentent de s'implanter à travers le pays. Les deux seules fois où le Parti du Congrès a perdu le pouvoir en 40 ans (en 1977 et en 1989), le gagnant était une coalition hétéroclite de petites formations idéologiques et régionales. Le *Janata* s'est auto-détruit en 1980; le *Janata Dal* chancelle présentement.

La cause: le BJP, qui ne fait pas partie de la coalition, mais dont les voix sont essentielles à la survie du gouvernement. Héritier de la droite qui refusa la partition de l'Inde et du Pakistan en 1947 jusqu'à faire assassiner Gandhi, le BJP, lui, joue la carte de l'union sacrée de la majorité hindoue (83 p. cent des Indiens). Sa cible favorite: la minorité musulmane (11 p. cent ou 100 millions d'humains), dont elle juge suspecte la loyauté envers l'Inde. Ses éléments les plus extrémistes prônent une théocratie hindoue, avec citoyenneté de seconde classe pour les musulmans.

Dans un contexte de ferveur populaire exacerbée par des séries télévisées du *Ramayana* et du *Mahabharata*, deux oeuvres épiques de l'hindouisme, Lal Krishna Advani, président du BJP, mène tambour battant une campagne pour restaurer à Ayodhya, dans le populaire État de l'Uttar Pradesh, au cœur du *Hindi Belt*, le Temple de la Nativité du Dieu Rama, héros du *Ramayana*. Objectif anodin, sauf qu'au début des travaux, fixé au 30 octobre par le BJP, il faudra démolir la mosquée construite au 16^e siècle sur ce site exact par l'empereur Babur, fondateur de la dynastie musulmane des Mogols.

Le Char de la foi

En trois semaines, Advani a parcouru triomphalement plusieurs États à bord de son «Char de la foi», une plate-forme avec haut-parleurs montée sur un camion. À l'arrivée de l'engin du BJP à Delhi le week-end dernier, les hindous lui faisaient, là comme ailleurs, un accueil tumultueux, alors que les leaders musulmans se concentraient à la *Jama Masjid*, la grande mosquée de la vieille ville. «Ni les menaces ni

les appels ne m'arrêteront dans ma mission», a lancé Advani, 63 ans, qui entend arriver à Ayodhya le 30 octobre, au terme d'un pèlerinage de 10000 kilomètres.

Singh maintient que rien ne doit être fait tant que le dossier est entre les mains de la justice. Advani ayant répliqué que les juges n'étaient pas compétents en matière de foi, le premier ministre convoquait mercredi une réunion de tous les partis pour tenter de régler le conflit. Mais le BJP boudait la rencontre et tenait sa propre concertation, au terme de laquelle il annonçait qu'il ferait chuter le cabinet minoritaire de V.P. Singh s'il n'obtenait pas gain de cause dans le dossier.

Flairant la brèche, le Parti du Congrès boycottait lui aussi la réunion. Rajiv Gandhi vient de faire son propre pèlerinage à travers l'Inde. «Nous ne voulons pas gâcher son triomphe», a dit un militant du parti. La poussée hindoue est telle que le Parti du Congrès et le BJP rivalisent depuis longtemps de chauvinisme et d'intégrisme. Alors que les basses castes, frustrées par la violence meurtrière des castes privilégiées, se convertissent massivement à l'islam, au bouddhisme et au christianisme, qu'ils perçoivent comme des religions plus égalitaires, ce qui n'est pas fait pour rassurer et apaiser les hindouistes, déchaînés par ailleurs contre les menées autonomistes des sikhs légèrement majoritaires au Punjab, et des Kashmiris dans le seul État à majorité musulmane de l'Inde.

États clés

Deux États clés, le Kashmir pour des raisons stratégiques aux frontières du Pakistan et de la Chine, et le Punjab pour son rôle double de grenier de l'Inde et de pôle industriel. La question sikhe, qui côtoie la vie au premier ministre Indira Gandhi, est peut-être moins tranchée que celle du Kashmir, mais cette semaine encore, sept ans après le début de leur campagne de violence, des militants du *Khalistan* faisaient sauter un train militaire au Punjab, déraillant la locomotive et six wagons, et ouvraient le feu sur les soldats, en tuant quatre et en blessant 15 autres.

Au Kashmir enfin, État occupé illégalement par le Pakistan et l'Inde depuis 1947 mais dont



Depuis deux mois, 150 jeunes Indiens ont tenté de se suicider, la plupart par le feu, pour protester contre la décision du gouvernement de réserver 50 p. cent des postes dans les services publics aux personnes des basses castes.

l'ONU a postulé dès 1948 le droit à l'autodétermination, au moins 22 civils étaient tués mercredi, ce qui porte à près de 2000 morts le bilan de victimes de la féroce répression exercée par l'armée indienne depuis le début de l'année. Pour le gouvernement Singh, la fermeté sur le Kashmir est une gage de survie au même titre que l'appui du BJP.

Bref, l'Inde, puissance économique, militaire et régionale, se bat sur plusieurs fronts et a perdu sa voix dans le concert des nations. Son rôle de grand frère au Sri Lanka a été un sanglant échec. Ses relations avec ses voi-

sins de l'Association pour la coopération régionale en Asie du Sud (SAARC — Pakistan, Népal, Sri Lanka, Bangladesh, Bhoutan, et les Maldives) sont au plus bas. Après avoir reconnu dès 1979 le régime pro-vietnamien de Phnom-Penh, l'Inde maintient dans la crise du Golfe une attitude ambiguë, n'ayant pas condamné clairement l'annexion du Koweït par l'Irak. Un espoir, c'est que V.P. Singh s'avère l'instrument d'une *perestroïka* à l'indienne, qui bouleverserait durablement son apartheid castéiste, et qui relance fermement sa diplomatie.

Un défi: mettre fin à la guerre commerciale agricole

PHILIPPE DUBUISSON

du bureau de La Presse
OTTAWA



Avec le dépôt cette semaine des propositions de réduction des soutiens à l'agriculture par le Canada et autres pays, le coup d'envoi a été donné à la phase finale de l'ambitieuse ronde quadriennale de négociation multilatérale sous l'égide du GATT, communément appelée le cycle de l'Uruguay, ou l'Uruguay Round.

Aussi au cours des sept prochaines semaines, soit d'ici à l'ultime réunion ministérielle qui se tiendra à Bruxelles du 3 au 7 décembre, les 98 pays membres de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ont le défi de négocier un compromis pour mettre fin à la guerre commerciale qu'ils se livrent à coups de centaines de milliards\$ et qui a plongé l'agriculture dans le chaos à l'échelle mondiale.

Le défi est de taille car après quatre années de négociations, les positions des deux principaux protagonistes de cette guerre commerciale — la Communauté économique européenne (CEE) et les États-Unis — semblent encore inconciliables.

Mais selon les négociateurs canadiens à Genève, personne n'a intérêt à ce que les négociations agricoles achoppent. Car s'il n'y a pas d'accord pour une réduction marquée des subventions à l'agriculture, plusieurs pays en développement — victimes de la bataille agricole — menacent de faire échouer les ententes, chères aux pays industrialisés, relatives au commerce des services et à la propriété intellectuelle. Si telle était l'issue des négociations, le cycle de l'Uruguay s'avèrerait un échec sur toute la ligne.

«Ce sera alors le retour au protectionnisme et à la loi de la jungle dans le commerce mondial. Au moment où un conflit se dessine au Moyen-Orient, ce n'est certainement pas ce que la communauté internationale souhaite», dit l'un des négociateurs canadiens à Genève.

Pour le Canada, les enjeux sont nombreux. Le retour au protectionnisme pour un pays dont les exportations représentent plus de 30 p. cent de son produit intérieur brut ne fait qu'annoncer des jours plus sombres. Les agriculteurs canadiens jouent aussi gros: les producteurs de grains de l'Ouest sont acculés à la faillite malgré des récoltes records car la guerre des subventions fait plonger les prix internationaux; les producteurs avicoles et laitiers du Québec, dont la plus grande par-

tie de la production est destinée au marché canadien, craignent que les régimes de gestion de l'offre et de soutien aux revenus ne soient sacrifiés dans le marchandage mondial. Enfin, les consommateurs et contribuables ne veulent plus financer les milliards qui sont versés en subsides.

Une guerre à coups de milliards

Les symptômes de la guerre commerciale dans l'agriculture sont apparus il y a dix ans alors que la CEE a adopté diverses mesures — contenues notamment dans la Politique agricole commune (PAC) — pour soutenir une production non concurrentielle au niveau international et protéger ses marchés intérieurs contre les importations. Déficitaire pendant les années 1970, la production agricole de la CEE est devenue excédentaire pendant les années 1980. La Communauté a alors entrepris d'exporter ses surplus à des prix subventionnés, faisant chuter les cours mondiaux et faussant les courants commerciaux traditionnels.

Pendant des parts de marchés, les États-Unis n'ont pas tardé à répliquer en introduisant en 1985 un programme de stimulation des exportations et des crédits de plusieurs dizaines de milliards ont été mis à la disposition des agriculteurs.

La guerre commerciale était alors déclenchée: l'escalade qui suivit a porté à plus de 300 milliards\$ les subsides ainsi versés par la communauté internationale pour soutenir la production et l'exportation de produits agricoles. Malgré des besoins criants, les pays en voie de développement

n'ont pu absorber l'offre excédentaire, ce qui a provoqué la dégringolade des cours.

Le Canada entre dans la danse

Le Canada est pour sa part entré dans la danse des subsides en 1986 avec diverses politiques pour renforcer les programmes de protection des revenus des agriculteurs, notamment pour les producteurs de grains de l'Ouest. Aujourd'hui, c'est plus de 8,8 milliards\$ qu'Ottawa verse annuellement en subsides, ce qui représente environ 8,5 p. cent de ses dépenses totales de programme.

Mais plus la guerre des subsides prend de l'ampleur et plus les prix internationaux dégringolent: une cercle vicieux qui n'a pu endiguer la chute des revenus des agriculteurs. Aussi, malgré le fait que les agriculteurs prévoient engranger cette année leur deuxième meilleure récolte de tous les temps, Agriculture Canada prédit une baisse de 22,5 p. cent de leurs revenus nets. Pour les producteurs de grains de la Saskatchewan, l'effondrement des revenus atteint 67 p. cent. Les cultivateurs avaient déjà connu une baisse de revenus de 12,4 p. cent en 1989.

Les agriculteurs québécois ne partagent pas le malheur de cultivateurs de l'Ouest. Leurs revenus sont beaucoup plus stables et cette année, ils ne diminueront que de trois p. cent. La raison en est fort simple: l'agriculture québécoise est concentrée dans la production laitière et avicole destinée au marché intérieur. Par le truchement des programmes de gestion de l'offre, la production est contingencée et les importations limitées à 2,5 p. cent du marché national. Les prix et les



Les négociateurs cherchent à réduire les divergences entre des intérêts multiples.

revenus sont par conséquent stables et immunisés contre les tendances internationales.

Le tour de force d'Ottawa

Pour satisfaire à la fois les agriculteurs de l'Ouest et de l'Est, Ottawa devait ainsi déposer une proposition de négociation au GATT qui vise l'élimination des subventions à l'exportation et le maintien des programmes de gestion de l'offre, le tout sur une période de dix ans: c'est en gros la position qu'ont adoptée les négociateurs fédéraux.

Avec quelques nuances près, cependant. Le Canada propose la clarification et le renforcement de l'article 11 du GATT qui permet à un pays d'établir des contingents d'importation à l'appui de programmes internes de gestion de l'offre. Cette demande est nécessaire pour protéger les industries de fabrication de yogourt et de crème glacée qui ont recours à cet article pour contrôler les importations. Car le yogourt et la crème glacée sont produits à moindre coût aux États-Unis en raison du prix plus bas du lait. Or, les États-Unis ont obtenu gain de cause devant le GATT en arguant que l'article 11 ne s'applique qu'aux produits de base et non aux produits transformés.

En contrepartie, le Canada a proposé que la part du marché national réservée aux importations des produits avicoles et laitiers passe de 2,5 p. cent à 5 p.

cent, ce qui inquiète les producteurs québécois. De plus, les négociateurs fédéraux ont proposé que soient réduits du tiers à un maximum de 20 p. cent les tarifs douaniers sur les produits agricoles.

Enfin, le Canada a réparti en deux catégories les programmes de soutien interne: les programmes «verts» qui ne provoquent pas une distorsion du commerce international et qui ne devraient pas être sujets à une réduction des subventions; et les programmes

«non verts» qui provoquent une distorsion du commerce mondial et qui seraient sujets à une réduction des subventions. Parmi les programmes «non verts», on retrouve les prix de soutien laitiers ainsi que des subventions destinées au transport des céréales.

Des positions aux antipodes

Les propositions de négociation du gouvernement fédéral respectent ainsi en bonne partie la volonté de l'ensemble des agriculteurs canadiens. Mais ces derniers demeurent inquiets: les États-Unis exigent davantage de la part de son voisin du nord.

En fait, les Américains veulent l'élimination à 90 p. cent des subventions à l'exportation et à 70 p. cent des soutiens internes, sans aucune distinction pour les programmes «verts» ou «non-verts». Si cette position devait être acceptée, c'en serait fait des programmes de gestion de l'offre du Québec.

La CEE va beaucoup moins loin. Au moment d'aller sous presse, les Douze n'avaient pas encore communiqué leurs propositions. Mais les observateurs prévoient qu'ils proposeront une diminution d'au plus 30 p. cent des divers programmes de subvention, ce qui est loin de satisfaire les Américains.

Malgré la position rassurante d'Ottawa, les agriculteurs québécois savent fort bien que leur avenir est tributaire de l'affrontement qui se prépare à Bruxelles entre la CEE et les États-Unis.

Et comme le dit le ministre fédéral du Commerce extérieur, M. John Crosbie, ce n'est qu'à minuit le dernier jour de la réunion ministérielle, au terme d'une partie de bras fer, que l'on saura s'il y aura entente ou non. Pour les contribuables et les consommateurs en tout cas, une «mauvaise» entente sera de beaucoup préférable à pas d'entente du tout.

L'agriculture québécoise

La production agricole ne représente que 3 p. cent du produit intérieur brut du Québec, une proportion comparable à ce que l'on trouve aux États-Unis et dans la Communauté économique européenne. Mais si l'on ajoute les secteurs de la transformation et de la vente, en gros et en détail, des produits agricoles, ce pourcentage grimpe à 11 p. cent.

Plus de la moitié des fermes commerciales du Québec sont aujourd'hui des fermes laitières dont la production représente 48 p. cent de l'ensemble canadien dans ce secteur. Les fermes d'élevage, spécialisées dans la production de bovins de boucherie, de porcs ou de volaille et oeufs sont également nombreuses. Dans les Prairies, c'est la production de blé et de céréales qui domine

mais les fermes d'élevage y occupent aussi une place importante.

Au Québec, environ 35 p. cent des revenus de la ferme proviennent de la production laitière, contre 19 p. cent pour la production porcine, 10,5 p. cent pour l'aviculture, 9,6 p. cent pour le secteur bovin, 7 p. cent pour les fruits et légumes et 4,2 p. cent seulement pour les céréales.

Le revenu brut des agriculteurs du Québec dépend des subventions des deux ordres de gouvernement dans une proportion de 15 p. cent, comparativement à 35 p. cent pour les producteurs de céréales de l'Ouest canadien. Aux États-Unis et en Europe, les subventions représentent respectivement 25 p. cent et 40 p. cent des revenus bruts.

Les consommateurs et le GATT

Les consommateurs et les contribuables seraient les grands gagnants d'une conclusion heureuse des présentes négociations sur l'agriculture.

L'élimination des subventions représenterait le gain le plus appréciable pour les contribuables. Ottawa verse annuellement 8,8 milliards\$ en subventions aux agriculteurs. Ce montant pourrait être réduit de plusieurs milliards.

Les consommateurs bénéficieraient, sous forme d'une baisse des prix, d'un plus grand accès au marché cana-

dien pour les produits dérivés du lait en provenance des États-Unis, tels que la crème glacée et le yogourt. L'industrie québécoise en souffrirait cependant.

L'élimination de 50 p. cent du subside laitier que propose Ottawa pourrait se traduire par une hausse marginale de trois cents le litre pour le consommateur.

De façon générale, les consommateurs profiteraient de l'industrie agricole, plus productive qui résulterait de la libéralisation des forces de la concurrence.

Sollicité de toutes parts, le Bloc québécois hésite à grossir

PAUL ROY



Jean Lapierre ne se fait pas d'illusions: «Le Bloc québécois a eu la vie relativement facile jusqu'ici.»

Pour le député de Shefford et leader parlementaire du BQ, le groupe de neuf députés dirigé par Lucien Bouchard a réussi son premier test — celui de la «viabilité politique» — en faisant élire Gilles Duceppe dans Laurier-Sainte-Marie, le 12 août dernier.

«Mais la preuve de notre utilité reste à faire: nous voulons être solidaires de la démarche du Québec, mais encore faut-il qu'il y en ait une, démarche. On ne peut pas défendre le Québec malgré

lui», a-t-il souligné à La Presse lors d'une entrevue téléphonique.

Selon Jean Lapierre, qui avait appuyé Paul Martin lors de la course au leadership du Parti libéral et qui a joint le BQ peu après l'élection de Jean Chrétien, le 23 juin, cette dernière preuve ne pourra être faite qu'après les travaux de la Commission Bélanger-Campeau sur l'avenir constitutionnel du Québec, vers la fin mars.

«La Commission, ça va être un test important: si tout le monde (au Québec) en sort divisé, il y a des chances pour que nous aussi (au Bloc québécois) en sortions divisés.»

Le Québec tout entier risque énormément avec la Commission Bélanger-Campeau, croit-il. «Le Canada anglais a appelé notre bluff. Si on aboutit avec 32 définitions de la souveraineté, il (le Canada anglais) va dire: Je le savais que vous ne pouviez rien faire.»

«Comme les AA»

En attendant le printemps, explique Jean Lapierre, il va falloir apprendre à travailler ensemble. «Notre coalition est encore très fragile, aussi fragile que le consensus québécois. Il va falloir vivre au jour le jour, comme les Alcootiques anonymes.»

Pourtant, ce ne sont pas les offres d'appuis qui manquent, selon son collègue Louis Plamondon, député de Richelieu.

«On reçoit des dizaines et des dizaines de lettres chaque semaine: des maires de municipalités importantes, des ex-candidats libéraux et conservateurs, des personnalités, des universitaires qui veulent bâtir des organisations de comités et être candidats du Bloc québécois. Trois jeunes nous ont même proposé de mettre sur pied une association jeunesse. On les rencontre la semaine prochaine.»

— Des noms?

— Je ne peux nommer personne, c'est confidentiel.

La prudence est de mise au BQ: «C'est vrai qu'il y a un paquet de gens prêts à nous aider», reconnaît Jean Lapierre. «C'est gentil. Mais on sait aussi que notre présence est ponctuelle, temporaire et circonstancielle. Pour le moment, on est le rappel quotidien de l'échec de Meech. Il ne faut pas tomber dans le jeu des partis traditionnels: organiser pour organiser. Notre but n'est pas la recherche du pouvoir.»

Pour M. Lapierre, il n'est pas inutile qu'au BQ des gens travaillent sur des scénarios d'accès à la souveraineté. «Mais l'essentiel va être déterminé par les Québécois. Après, s'il doit y avoir des négociations (entre le Québec et le Canada), nous pouvons être d'une utilité exceptionnelle.»

Il dit d'ailleurs se méfier de cette «flambée de popularité» que semble connaître le mouvement

d'à peine trois mois. «Je viens des îles de la Madeleine et je sais qu'il est dangereux d'avoir plus de voix que de gouvernail.»

«Au moins 40 p. cent...»

Louis Plamondon est d'accord quand il dit: «On ne veut pas partir trop vite et connaître des déceptions.» Tout de même, croit-il, «si le gouvernement (de Brian Mulroney) était renversé et que des élections avaient lieu dans un mois et demi, on ne serait pas en peine pour dénicher 75 candidats.»

— Combien feriez-vous élire de députés?

— Selon nos sondages internes, entre 50 et 60.

M. Plamondon précise que ces sondages ont été réalisés par des bénévoles et non par des firmes professionnelles. «Mais nous utilisons une méthode scientifique.»

L'apprentissage de la frugalité

Après le régime des limousines diplomatiques et ministérielles, comme ambassadeur puis ministre, Lucien Bouchard fait l'apprentissage de la frugalité comme leader du Bloc québécois. En autobus!

«Entre nous, l'autobus ce n'est plus ce que c'était: c'est mieux qu'une Chevrolet», a-t-il confié à La Presse lors d'une entrevue téléphonique entre deux réunions. «Je trouve que je ne fais pas pitié.»

Dans l'entourage de M. Bouchard, toutefois, on admet que la situation n'est pas facile. «On n'a pas les moyens de faire de l'organisation», dit-on.

Des campagnes de financement sont en cours, «mais on se donne de la misère», signale une aide du député de Lac-Saint-Jean.

Lucien Bouchard a en effet décidé de n'accepter que les

donations de particuliers. Son organisation aurait, affirme-t-on, retourné des dons importants provenant de compagnies.

Qui plus est, quand il a quitté le gouvernement de Brian Mulroney, il y a quelques mois, M. Bouchard avait prévu consacrer une journée par semaine à la pratique du droit, pour compenser la baisse de salaire. Il y a vite renoncé.

L'explication: on lui aurait fait savoir, dans son comté, qu'on avait besoin d'un député à temps plein. Renoncé également au bureau que l'on devait ouvrir à Montréal: trop cher.

Mais l'argent ne fait pas le bonheur, c'est connu. Et Lucien Bouchard a l'air d'un homme heureux quand il dit: «Tout ce qui se manifeste de bonne volonté, c'est incroyable!»

«Avec leurs dons, les gens glissent souvent un message».

D'ailleurs, rappelle-t-il, un sondage réalisé au Québec par la firme Léger et Léger, il y a quelques semaines, avait donné 38 p. cent des appuis au Bloc québécois, 21 p. cent aux conservateurs, 17 p. cent aux libéraux de Jean Chrétien et 14 p. cent au Nouveau parti démocratique.

«De notre côté, nous avons testé une vingtaine de comités et, partout, on obtient au moins 40 p. cent.»

Le député de Richelieu dit sentir que «les gens nous perçoivent de plus en plus comme les défenseurs du Québec (à Ottawa)». «On a mené la bataille d'Hibernia et, d'ici trois semaines, on va entreprendre celle des communications. Ça va être très significatif.»

Les plus riches...

Ces batailles, on les mène collectivement. Mais la bataille du

financement est menée individuellement, chacun des neuf députés étant responsable de son financement.

Plusieurs organisent des cocktails-bénéfice. Gilles Duceppe, député de Laurier-Sainte-Marie et fils du comédien Jean Duceppe, récoltera pour sa part les recettes d'une représentation spéciale de la pièce de Michel Tremblay, «La Maison suspendue», le 12 décembre à Laval.

«Nous organisons des activités sporadiques mais nous envisageons également une campagne nationale de financement pour l'automne prochain», précise Louis Plamondon.

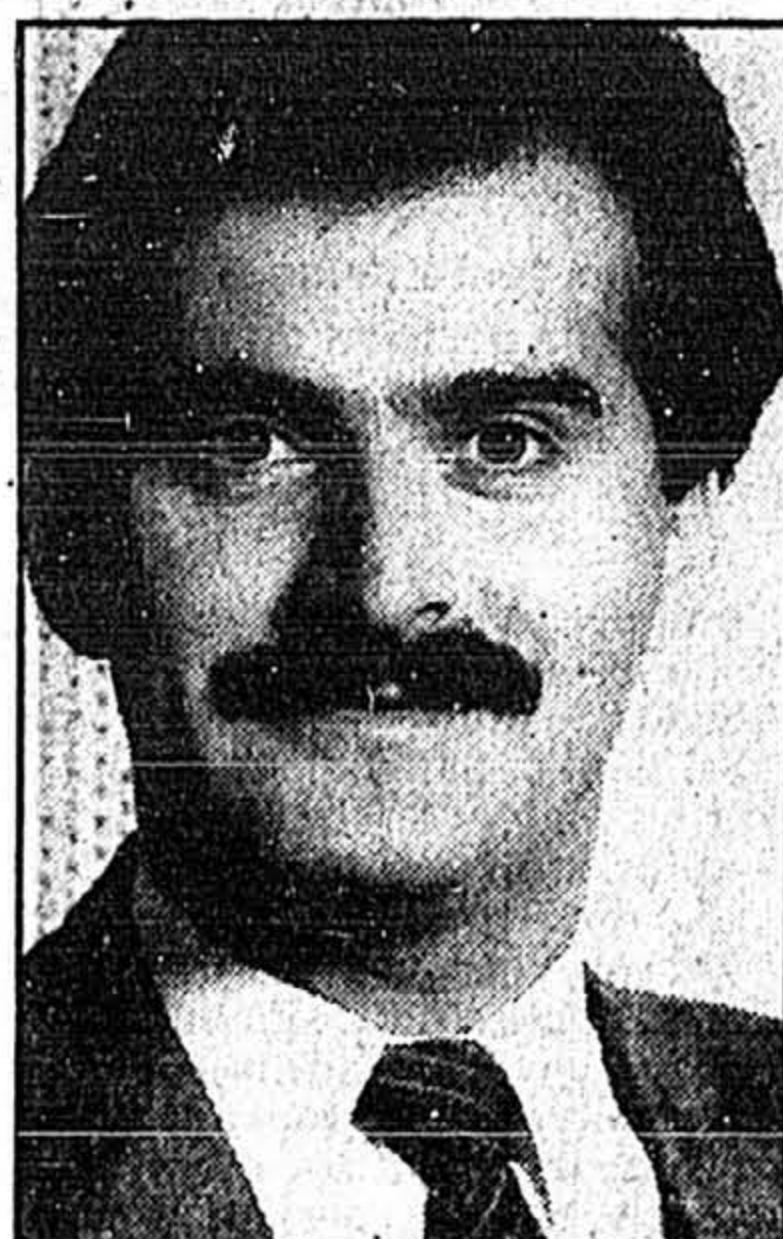
Les députés du Bloc québécois doivent recourir au financement populaire parce qu'ils ne bénéficient pas — bien qu'ils en aient fait la demande — des budgets de recherche octroyés aux vrais partis.

«Nous vivons selon nos moyens», signale Jean Lapierre. «Nous sommes mêmes plus riches que les autres groupes parce que nous n'avons pas de dettes.»

— Plus riches et plus heureux?

— Pour moi, le travail de député est plus exaltant, plus stimulant, moins lourd qu'au Parti libéral. Je n'ai pas à faire ces compromis quotidiens qui s'apparentent à de la compromission. Pendant que les autres valent, nous, on demande l'abolition pure et simple du Sénat. L'ex-député conservateur Louis Plamondon dit avoir enfin l'impression de participer à de vrais caucus. «Avant, il fallait écouter les ministres nous expliquer leurs projets, le loi et partir les vendre dans nos comtés. C'est beaucoup plus emballant maintenant. Plus astreignant aussi...»

François Gérin, député de Mégantic-Compton-Stanstead, dit avoir l'impression de «faire de la vraie politique». «Aux assemblées du caucus national du Parti conservateur, j'étais davantage un spectateur.»



Jean Lapierre, leader parlementaire du Bloc québécois: «Notre coalition est aussi fragile que le consensus québécois.»

Les jésuites: 450 ans sur la ligne de feu

Sous leur chef, appelé aussi le «pape noir», les jésuites sont présents et actifs aujourd'hui dans plus de 100 pays



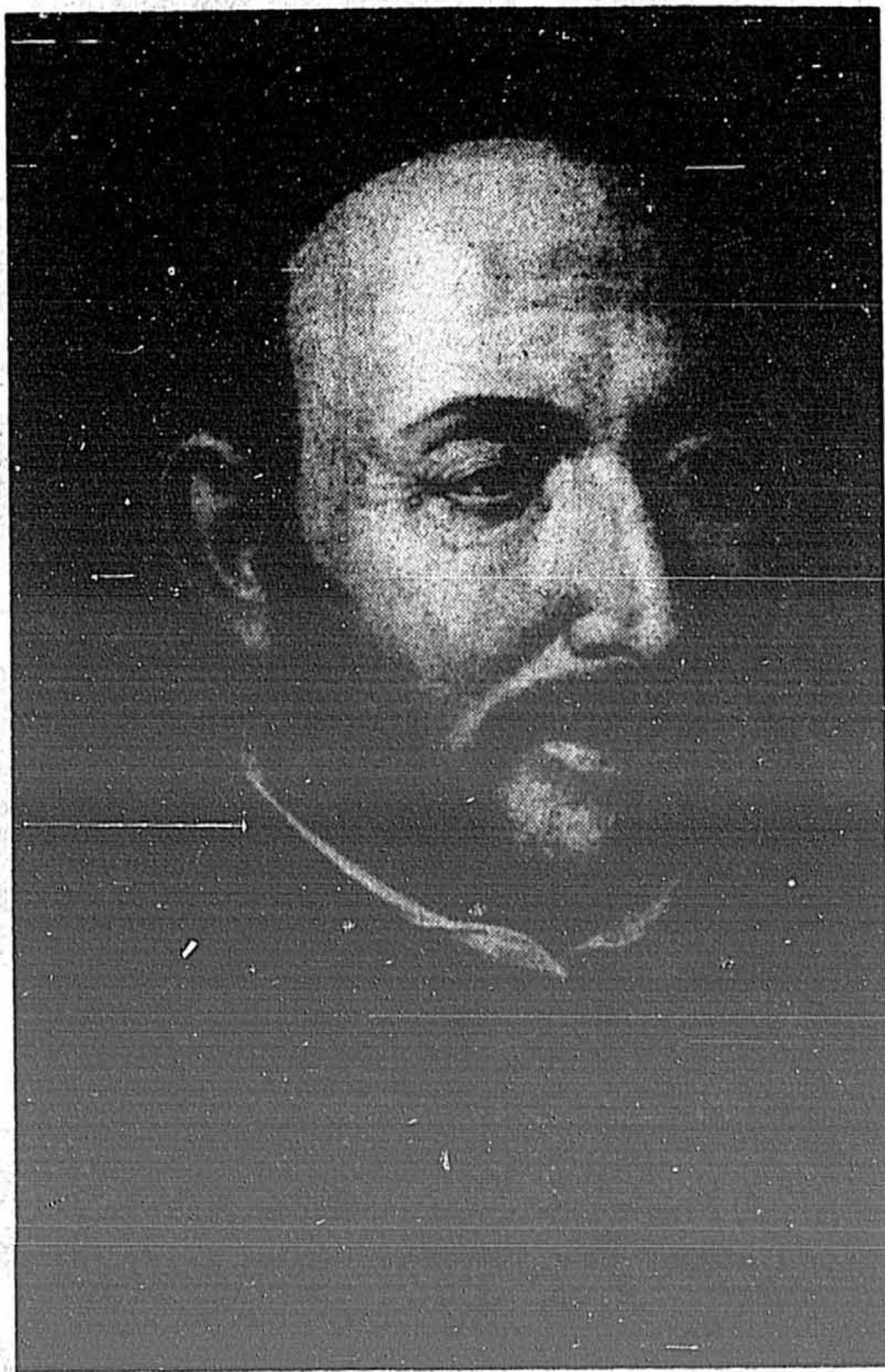
JULES BÉLIVEAU

Ils ont été conseillers et conseillers de rois, astronomes de galériens, curés de campagne, prêtres-ouvriers, cardinaux, sociologues, politicologues, chauffeurs de taxi, fermiers, journalistes, médecins, psychanalystes, dirigeants syndicaux, chefs d'entreprise, fonctionnaires et ministres dans divers gouvernements civils. Missionnaires, ils ont accompagné les grands explorateurs dans toutes les régions de la terre et ont souvent parcouru seuls des pays de brousse ou de neige. Éducateurs, ils ont fondé une multitude de collèges — on dit que leurs anciens élèves dans le monde entier sont aujourd'hui au nombre de 3 750 000 — et un nombre également impressionnant d'universités.

Les jésuites, qui célèbrent cette année le 450^e anniversaire de l'approbation de leur ordre par le pape et qui célébreront l'an prochain le 500^e anniversaire de la naissance de leur fondateur, saint Ignace de Loyola, continuent d'être une des principales forces de frappe de l'Église catholique. Si leur effectif a diminué considérablement dans plusieurs pays, ils forment néanmoins, avec près de 25 000 membres, une des communautés religieuses les plus nombreuses.

On a dit des jésuites qu'ils sont «les fantassins de l'Église» ou «la cavalerie légère de l'Église». La Compagnie de Jésus était à peine fondée qu'un des premiers compagnons d'Ignace de Loyola, saint François Xavier, allait porter le message évangélique jusqu'en Chine. D'autres allaient bientôt prendre le chemin de l'Amérique récemment découverte par Christophe Colomb. Certains, enfin, se répandaient dans toute l'Europe afin d'y combattre la Réforme protestante. C'était là, pour ceux-ci, une autre façon d'être aussi sur la ligne de feu du combat lancé par l'Église catholique.

Unis derrière leur général, celui que l'on appelle aussi le «pape noir», les jésuites sont présents et actifs aujourd'hui sur tous les continents et dans plus de 100 pays. En raison notamment du nombre et de la force de leurs théologiens mais aussi de leur extraordinaire capacité de composer avec les pires difficultés, on leur reconnaît d'emblée un pouvoir considérable au sein de l'Église catholique. Mais parce qu'ils ont acquis également de solides connaissances dans pratiquement toutes les disciplines humaines — ils sont des étudiants perpétuels et semblent avoir in-



Le premier de la lignée des jésuites, Ignace de Loyola, fondateur de la Compagnie de Jésus.

venté la formation permanente — on ne peut guère douter que les fils de saint Ignace ont aussi, à maints endroits, influencé le cours des affaires strictement civiles.

Admirés... et détestés

Admirés, les jésuites? Assurément. Il suffit, pour s'en convaincre, de se souvenir des échanges hilarants et à la fois hautement significatifs qu'avaient autrefois des religieux d'autres congrégations avec des membres de la Compagnie de Jésus au sujet de leurs vertus respectives — mais il paraît que cette rivalité n'existe plus!

Les jésuites ont effectivement suscité et suscitent encore aujourd'hui beaucoup d'admiration. Mais leur ordre est aussi celui qui a été le plus détesté, le plus décrié et le plus persécuté. «Nous avons fait des bons coups, dit, bien à propos, le supérieur de la province jésuite du Canada français, le

père Jean-Marie Archambault, mais nous avons aussi reçu beaucoup de coups sur la tête.»

En prévision des júbiles ignatians, les services d'information de la Compagnie de Jésus ont dressé la liste des noms des 41 jésuites canonisés; 27 d'entre eux sont morts martyrisés. Il y a bien sûr les Saints Martyrs canadiens (les Jean de Brébeuf, Gabriel Lelmand, Isaac Jogues, Noël Chabanel, Charles Garnier, René Goupil et Jean de La Lande), qui sont avec les autres des «saints officiels» de l'Église catholique. Mais la liste des jésuites tombés sous les coups des bourreaux, pendus, décapités, écorchés ou brûlés vifs, morts en prison ou dans des camps de travaux forcés, empoisonnés ou fusillés est autrement plus longue. Seulement au cours des 16 dernières années, 32 jésuites ont été assassinés en diverses régions du monde.

On se souviendra qu'au Salvador, voici moins d'un an, six jé-

suites de haut rang auxquels on reprochait de trop s'intéresser aux communautés des bidonvilles ont été froidement massacrés par un commando militaire d'extrême droite.

Pour neutraliser les jésuites, plusieurs gouvernements, au cours des derniers siècles, ont eu recours à une solution plus élégante que l'assassinat: ils ont tout simplement décrété l'expulsion de l'ordre ignatien de leur territoire. C'est ce qui s'est produit à Saint-Petersbourg et à Moscou en 1815, aux Pays-Bas en 1818, en Russie et en Espagne en 1820, en Équateur en 1830, au Brésil en 1833, en Espagne une deuxième fois en 1834, en Suisse en 1847, en Italie et en Sicile en 1860, en Espagne une troisième fois en 1868, en Allemagne en 1872, à Rome en 1873, en France en 1901, au Portugal en 1910, au Mexique en 1926, en Espagne une quatrième fois en 1932, en Pologne et en Allemagne en 1939, etc.

L'expulsion étant devenue une tradition chez les jésuites, il est aussi traditionnel chez eux de revenir dans les pays d'où ils ont été chassés. Autre ironie de l'histoire, c'est l'Espagne, le pays où sont nés Ignace de Loyola et la plupart de ses premiers compagnons, qui remporte la palme des expulsions des jésuites. La Compagnie de Jésus compte aujourd'hui 2600 de ses membres en Espagne...

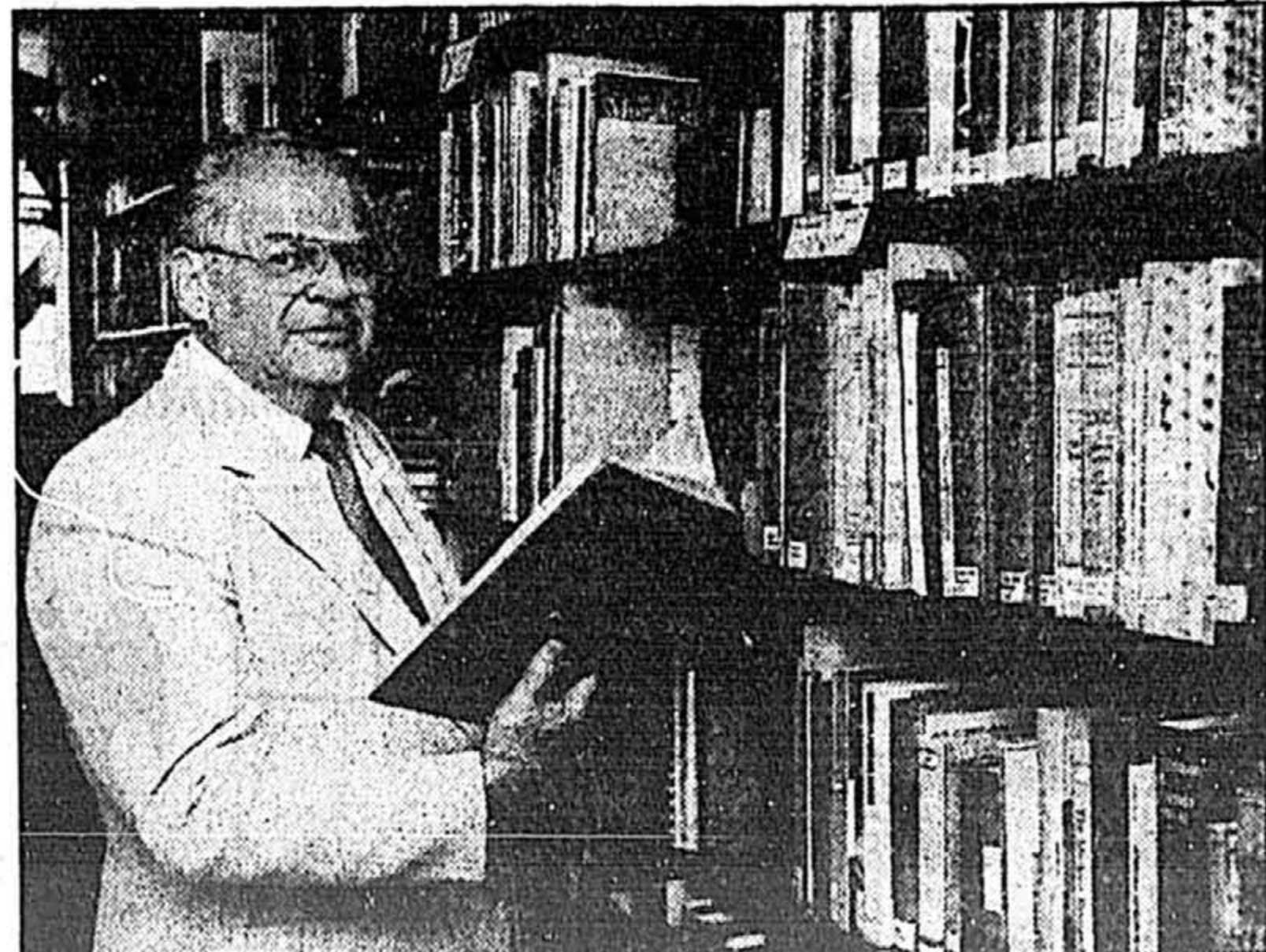
Suspects aussi dans l'Église

Souvent suspects aux yeux des pouvoirs civils, les jésuites l'ont été également dans l'Église.

L'histoire retient que, avant même qu'elle ne reçoive son approbation officielle du pape Paul III en 1540, plusieurs cardinaux avaient exprimé de sérieuses réserves au sujet de la petite compagnie fondée par Ignace de Loyola. Depuis lors, la Compagnie de Jésus, dont les membres sont pourtant les seuls religieux à prononcer une promesse d'obéissance spéciale au pape pour tout ce qui concerne leurs missions — le fameux quatrième vœu des jésuites — a plusieurs fois eu maille à partir avec Rome.

S'ils ne se sont jamais vraiment privés de commenter plus ou moins vertement les faits et gestes de l'Église de Rome, de ses cardinaux de curie et même de son chef — une revue jésuite dénonçait, voici cinq ans, la «papalotrie» — les jésuites n'ont toutefois jamais constitué «une Église dans l'Église»; parfois très critiques envers Rome, ils étaient et demeurent indéfectiblement fidèles à l'Église de Rome.

Il est déjà arrivé que l'Église catholique signifie aux jésuites qu'elle n'a plus besoin d'eux: en 1773, alors que la Compagnie de Jésus comptait 23 000 membres, le pape Clément XIV, cédant aux



Le père Jean-Marie Archambault: «Nous n'aurons plus le prestige, l'influence et la présence que nous avions dans les années 40 et 50.»

PHOTO JEAN-YVES LETOURNEAU, La Presse

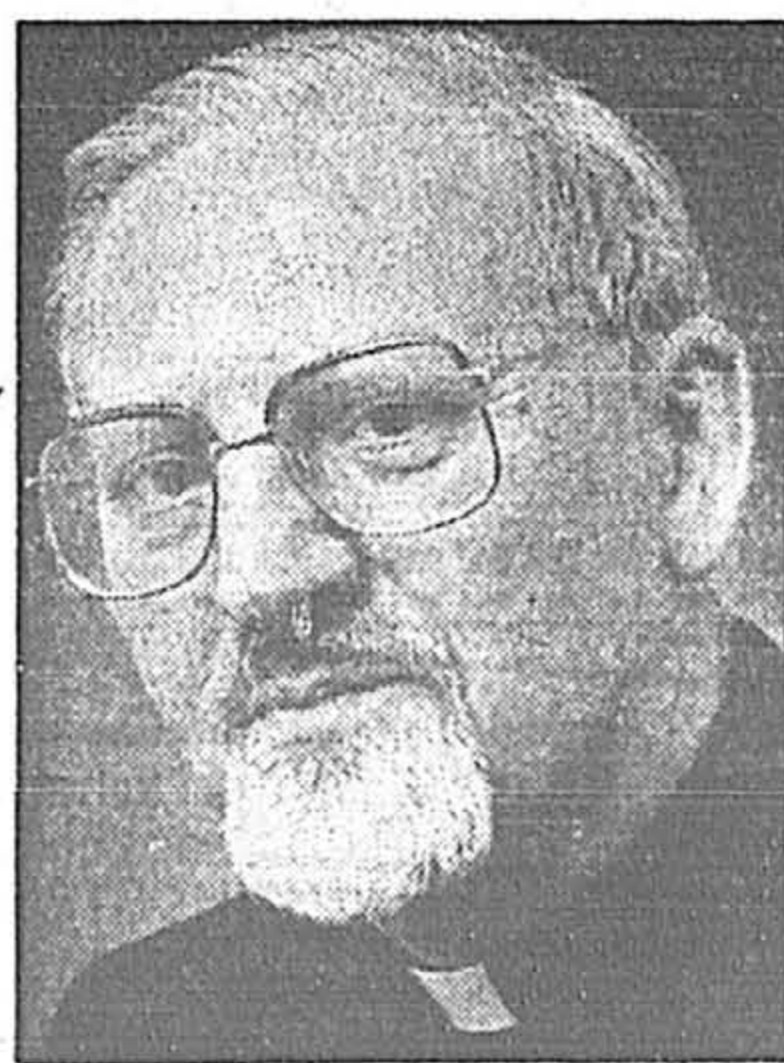


PHOTO THEQUE La Presse (1983)

Après un «purgatoire» de deux ans imposé par Jean-Paul II à la Compagnie de Jésus, le père Peter-Hans Kolvenbach a été élu «pape noir» en 1983 pour succéder au père Pedro Arrupe.

demandes répétées des Bourbons, ordonna sa suppression et fit jeter en prison son général, Laurent Ricci, qui mourut derrière les barreaux.

Ce n'est qu'un peu plus de 40 ans plus tard, en 1814, que Pie VII, «répondant aux vœux unanimes de tout le monde catholique», restaura solennellement dans l'Église la Compagnie de Jésus.

Même après son rétablissement, les relations entre la Compagnie de Jésus et le Vatican n'ont pas toujours été au beau fixe. La tension a atteint son comble lorsque Jean-Paul II, en octobre 1981, a désigné un délégué personnel spécial, un jésuite de 80 ans, pour remplacer à la tête

de l'ordre le père Pedro Arrupe, frappé quelques mois plus tôt d'une thrombose cérébrale. Le purgatoire des jésuites, que le pape polonais voulait manifestement rappeler à l'ordre, a duré deux ans.

Il aura fallu attendre jusqu'en octobre 1983 avant que le pape blanc, se disant édifié par le sens de l'obéissance des jésuites, permette à leurs quelques 220 délégués de toutes les régions du monde réunis à Rome d'élire eux-mêmes le 29^e pape noir de leur ordre.

Celui-ci, le père Peter-Hans Kolvenbach, a relancé les jésuites sur les mêmes champs de bataille où le père Arrupe les avaient encouragés à combattre: celui de l'application des grands décrets du concile Vatican II dans le monde présent, celui de la lutte pour la foi chrétienne et, par conséquent, de la justice. Comme l'avait fait à l'occasion son prédécesseur, le nouveau général des jésuites a émis à l'intention de ses troupes, mais sans insister outre mesure, quelques mises en garde au sujet d'un engagement trop prononcé dans le domaine de la politique.

Puis les relations sont redevenues meilleures, on ne sait vraiment trop pourquoi, entre le Vatican et la Maison générale des jésuites, qui, mentionnons-le, est située dans le Borgo Spirito Santo, à quelques pas à peine de la basilique Saint-Pierre de Rome et du Palais apostolique.

Tellement que, leur rappelant leur passé «glorieux» et leur récent hommage pour leurs actions présentes auprès des réfugiés et des immigrés, Jean-Paul II vient d'engager les jésuites, dans un message adressé expressément à eux, à intensifier leur lutte contre l'athéisme.

Les jésuites au Canada français: moins nombreux, mais toujours vivants

JULES BÉLIVEAU

Faisant référence à un tableau illustrant la diminution des effectifs chez les jésuites du Canada français, le supérieur provincial Jean-Marie Archambault parle d'une «bascule»: «Vous allez voir la bascule que nous avons vécue en 40 ans!»

La chose paraît effectivement renversante: de 810 qu'ils étaient en 1950, les jésuites de la province du Canada français ne sont plus que 351. Et comme si cela n'était pas suffisant, ceux qui restent ont passablement vieilli: leur âge moyen est de 67,2 ans.

Loïn d'être pris de panique devant de telles réalités et devant des perspectives d'avenir tout aussi implacables — une étude effectuée récemment prévoit que le nombre des jésuites du Canada français pourrait avoir baissé jusqu'à environ 155 dans une quinzaine d'années — le père Archambault n'hésite pas à parler d'une «grande espérance».

En fait, depuis plusieurs mois déjà, le supérieur provincial et les jésuites du Canada français se sont attelés à traduire dans les

faits un plan apostolique dans lequel est utilisé plusieurs fois, comme un leitmotiv, un nouveau mot d'ordre: «Nous avons une province à réinventer.»

Les jésuites canadiens-français reconnaissent qu'une telle tâche nécessitera de sérieux réaménagements. Ils savent cependant que la conversion de leur province religieuse est commencée depuis au moins quelques années avec notamment leur retrait de la direction de quelques institutions d'enseignement de grand prestige.

Après la cession du collège Brébeuf à une corporation laïque et la fusion du collège Sainte-Marie dans le grand tout qu'est devenue l'Université du Québec à Montréal, les jésuites tiennent à demeurer présents dans le monde de l'éducation, mais ils ne veulent plus le faire en conservant des «instruments lourds». C'est précisément ce qui permet présentement à près d'une trentaine de jésuites de la province du Canada français d'enseigner dans quelques universités du Québec, dans plusieurs cégeps et dans des écoles secondaires. D'autres se consacrent à la recherche pédagogique et à la publication dans le domaine de l'éducation.

Au Québec, des jésuites davantage sensibles au mouvement de «l'option pour les pauvres» sont engagés dans l'éducation populaire et le travail social, notamment en oeuvrant dans l'un ou l'autre des quartiers économiquement défavorisés de Montréal ou en participant aux activités du Centre Justice et Foi.

Les autres oeuvres retenues comme prioritaires par les jésuites du Canada français sont l'apostolat spirituel basé sur les Exercices de saint Ignace, l'implantation auprès des jeunes, l'apostolat intellectuel — qui est en quelque sorte une «marque de com-

merce» de la Compagnie de Jésus — et l'apostolat international, en particulier en Haïti.

«Nous sommes conscients que nous nous dirigeons vers une province numériquement plus petite, souligne le père Archambault. Nous sommes certains alors que

«nous n'aurons plus le prestige, l'influence et la présence que nous avions dans les années 40 et 50. Mais nous acceptons ce fait parce que, finalement, le prestige, l'influence, la présence, ce n'était pas ce que nous voulions d'abord. (...) Notre raison d'être et notre

mission, c'est de faire connaître le message évangélique. Et si nous sommes implantés dans quelques milieux en gardant bien en main les Exercices de saint Ignace — comme un instrument apostolique, je crois que nous serons toujours vivants.»



Le monogramme du Christ («Jésus, Sauveur des hommes»), choisi par Ignace de Loyola et toutes les générations de jésuites pour identifier la Compagnie de Jésus.

PHOTO THEQUE La Presse

Ignace et ses compagnons présentent au pape Paul III, en 1539, les Constitutions de la Compagnie de Jésus.

Tableau de l'Église du Gesù, à Rome



On trouve de tout... même un ami

JEAN COUTU

Ouvert jusqu'à minuit

- 501 est, rue Mont-Royal, Montréal
- 1836 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal
- 405, boul. des Laurentides, Laval
- 225, boul. Taschereau, Greenfield Park

ÉCONOMISEZ 30¢
à l'achat de mini tablettes de chocolat AERO, MIRAGE OU SMARTIES de ROWNTREE, 12. AU CHOIX



199
AVEC COUPON

Remboursement: Groupe PJC
Limite 1 coupon par client
#091190 Valide du 21 au 27 octobre, 1990

SANS COUPON **229**

DES RABAIS À CROQUER!
pour L'HALLOWEEN

199 **149**

KISSES PAPILLOTES
CANDY/FRIANDISE
NET WT 60g 2.12 OZ (13.1g) PODSNET



PAPILLOTES DE TIRE ALLAN
600 g

ÉCONOMISEZ 40¢
à l'achat d'une boîte de croustilles de sacs collation CHEETOS, DORITOS, HOSTESS ou RUFFLES, pour l'Halloween, 12 x 16g. AU CHOIX



199
AVEC COUPON

Remboursement: Groupe PJC
Limite 1 coupon par client
Valide du 21 au 27 octobre, 1990

SANS COUPON **239**

199
AVEC COUPON

SANS COUPON **239**

GAUFRETTES ENROBÉES DE CHOCOLAT LADY SARAH
23 g




8/99

FRIANDISE AUX GRAINES DE SÈSAME
35 g



5/99

Krispy Kernels
ARACHIDES EN ÉCALE PEANUTS IN SHELL
300 g

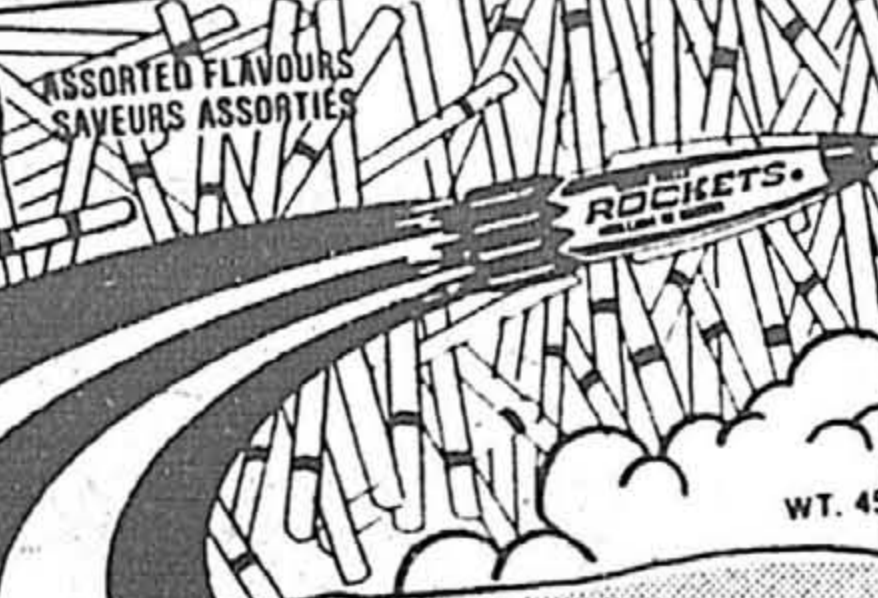


.89

KRISPY KERNELS
Arachides en écale
300 g

.89

ROULEAUX DE BONBONS ROCKETS
450 g



169



KLORANE
Lotion démaquillante au bleuet pour les yeux
100 ml



3879

Cover Girl

20% DE RABAIS

sur toute la ligne de maquillage

ANTIBACTÉRIENNES Cepacol.
PASTILLES À LA CÉRIFIL

ANTIBACTÉRIENNES Cepacol.
PASTILLES À LA CÉRIFIL

239

DRISTAN Décongestionnant
• Comprimés, 24
• Caplets, sans somnolence, 16
AU CHOIX

359

DRISTAN À EFFET PROLONGÉ
jusqu'à 12 HEURES DE SOULAGEMENT
RE 4 CONGESTION NASALE
Au Menthol

299

BAS DE NYLON PERSONNELLE

40% DE RABAIS

(Sauf modèle #690 et "Mode")

Participez au CONCOURS **COMPTANT CONTENT**
Détails en succursale

TAME
Shampooing ou revitalisant
450 ml AU CHOIX

169

CALMANT
DE SOURCE NATURELLE

ADRIEN GAGNON
Tisanes
• BIO-CALME
• DIUREX
• ELIMINEX
30 sachets AU CHOIX

349

NAYA Eau de source naturelle
1.5 L



.69

GANTS DE CAOUTCHOUC PJC JEAN COUTU
1 PAIRE AU CHOIX



.89

NETTOYEUR CRÈME SURPUISSANT PJC JEAN COUTU
500 ml AU CHOIX



169

PAMPER
Nourriture pour chats
184 g, AU CHOIX

2/69

BOUCHÉES DE CHOIX
Nourriture humide pour chats
12 sachets AU CHOIX

149

SUNBEAM #712
Coussin chauffant
AU CHOIX



1899

Ouvert 7 jours, 7 soirs, tous les week-ends



Valide du 21 au 27 octobre 1990

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Spéciaux valables au comptant seulement. Si un article venait à manquer dans une succursale, n'hésitez pas à demander un bon de garantie de prix "Mille Excuses". Le texte prévaut en tout temps, illustrations à titre indicatif seulement. Pas de vente aux marchands.

Les produits de cette page sont limités à 3 par client.